



# Rapport Annuel 2003

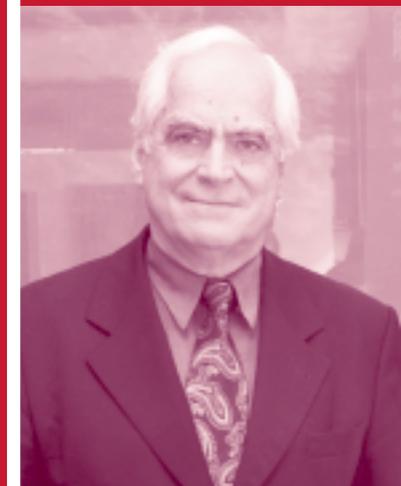
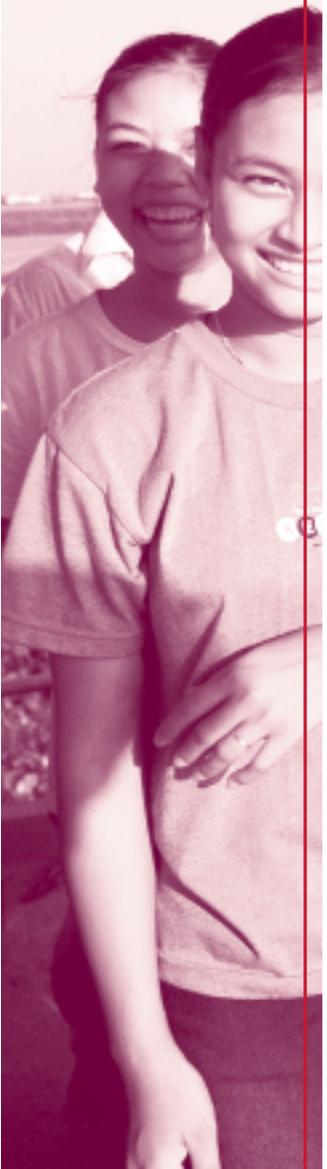
La coalition contre la corruption

avec un GROS PLAN SUR L'AFRIQUE

## SOMMAIRE

---

AVANT-PROPOS	1
ÉVEILLER LES CONSCIENCES	2
CONCEVOIR DES OUTILS	4
FORMER DES COALITIONS LA SOCIÉTÉ CIVILE	6
FORMER DES COALITIONS LES GOUVERNEMENTS ET LE SECTEUR PUBLIC	8
FORMER DES COALITIONS LE SECTEUR PRIVÉ	10
FORMER DES COALITIONS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	12
<b>GROS PLAN SUR L'AFRIQUE</b>	<b>16</b>
PORTRAITS	24
ORIENTATIONS STRATÉGIQUES	26
INDICE DE PERCEPTIONS DE LA CORRUPTION 2003	28
INDICE DE CORRUPTION DES PAYS EXPORTATEURS 2002	30
BAROMÈTRE DE LA CORRUPTION DANS LE MONDE 2003	31
BAILLEURS DE FONDS	32
DONNÉES FINANCIÈRES	33
SECTIONS NATIONALES	34
CONSEIL D'ADMINISTRATION	38
CONSEIL CONSULTATIF ET SECRÉTARIAT	39
PUBLICATIONS	40



# Vers un monde sans corruption

La signature de la Convention des Nations Unies contre la corruption et le choix de sa date de signature, le 9 décembre, comme Journée internationale annuelle de lutte contre la corruption, sont des événements marquants dans la campagne de sensibilisation au problème de la corruption et à ses conséquences désastreuses. Toutefois, la lutte contre la corruption ne doit pas perdre de sa vivacité. Alors que Transparency International a fêté son dixième anniversaire, nous continuons, par l'intermédiaire de près de 90 sections nationales, à œuvrer à la perpétuation de cette dynamique extraordinaire.

Notre combat acquiert une dimension réellement mondiale. La signature de la Convention des Nations Unies en décembre 2003 est un grand tournant pour le mouvement de lutte contre la corruption. Pour la première fois, des pays du monde entier se sont accordés sur un acte instrumentaire. TI a fait pression, lors des longues séances de négociation, pour que la convention soit aussi efficace que possible. Nous avons également fait campagne pour fixer une Journée internationale annuelle de lutte contre la corruption, tous les 9 décembre.

Les instruments régionaux de lutte contre la corruption ont également fait du chemin depuis 2002. Le premier cycle de suivi de la Convention Interaméricaine contre la Corruption a commencé. La Convention pénale sur la corruption du Conseil de l'Europe a recueilli le nombre de ratifications requis pour son entrée en vigueur. Les chefs d'Etat de l'Union Africaine ont adopté la Convention de l'UA sur la prévention et la lutte contre la corruption et infractions assimilées à Maputo en juillet. Parallèlement, TI a continué à contrôler les pays de l'OCDE pour s'assurer qu'ils respectent leurs engagements aux termes de la Convention de l'OCDE pour la lutte contre la corruption de 1997.

Le premier Baromètre Mondial de la Corruption de TI, une nouvelle enquête réalisée auprès de l'opinion publique dans 48 pays, a fait clairement comprendre aux hommes politiques qu'ils doivent regagner la confiance des citoyens ordinaires. Le Baromètre a révélé que, dans trois pays sur quatre, les partis politiques étaient l'institution que les citoyens aimeraient le plus

voir débarrassée de la corruption. Dans le monde entier, TI s'est efforcé d'inciter les partis politiques à rendre des comptes sur le financement de leurs campagnes et d'inviter les dirigeants élus à respecter leurs promesses de campagne en matière de lutte contre la corruption. C'est dans cet esprit que le prochain Rapport Mondial sur la Corruption 2004 de TI portera essentiellement sur la corruption politique.

Au niveau du secteur public, les sections de TI continuent, de l'Argentine à la Zambie, à travailler avec les pouvoirs publics sur leurs programmes de réformes. TI a joué un rôle prépondérant en matière d'appel à la transparence dans les marchés publics et ce, tout récemment encore, lors de la réunion ministérielle de l'OMC à Cancún. L'année écoulée a vu des personnalités clés des sections de TI, telles que John Githongo au Kenya, Luis Bates au Chili et Goh Kun en Corée, quitter leurs responsabilités au sein du mouvement pour rejoindre des fonctions importantes au sein des instances gouvernantes de leur pays, montrant ainsi que notre voix est relayée dans les allées du pouvoir. Luis Moreno Ocampo, ancien membre du Conseil d'Administration de TI et directeur de la section nationale argentine, a été choisi, en mai 2003, pour être le premier Procureur Général de la Cour Pénale Internationale et il a déclaré publiquement qu'il tenterait de remonter la piste des biens pillés par les dictateurs.

Au cours de l'année écoulée, les affaires de corruption ont ébranlé le secteur privé, impliquant souvent des entreprises de pays riches tels que les Etats-Unis, la Norvège, la Finlande et

l'Allemagne. En 2002, au Lesotho, la condamnation d'une société d'ingénierie canadienne pour avoir payé des pots-de-vin à un fonctionnaire local a résonné comme un avertissement pour les entreprises qui opèrent à l'étranger. Jamais auparavant, un pays en développement n'avait demandé des comptes à une entreprise multinationale reconnue pour ses pratiques corrompues. TI continue de réclamer plus de transparence dans les affaires, notamment par la promotion des « Principes pour contrer la corruption dans le secteur privé » et la campagne "Publish what you pay" (publiez ce que vous payez).

Dix ans après la naissance de TI, le Secrétariat a consulté le mouvement à l'échelle internationale en dirigeant un exercice de planification stratégique visant à mieux positionner notre mouvement pour faire face aux défis futurs. Nous avons également révisé notre Charte pour qu'elle reflète la réalité de notre mouvement en pleine expansion et, afin d'établir nos finances sur une base plus solide, nous avons créé un Fonds de Dotation.

Il y a dix ans encore, le thème de la corruption était tabou dans le secteur de l'aide au développement. Aujourd'hui, celle-ci est de plus en plus reconnue comme l'un des principaux obstacles au développement et à la croissance économique. L'éradication de la corruption est un enjeu capital. Le bien-être de millions de personnes à travers le monde en dépend.



Peter Eigen, Président du Conseil d'Administration

# Maintenir le thème de la corruption à l'ordre du jour

## CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

En mai 2003, les militants de la lutte contre la corruption du monde entier se sont retrouvés à Séoul (Corée du Sud) sous le slogan "Cultures différentes, valeurs communes" pour la 11ème Conférence Internationale bisannuelle de Lutte contre la Corruption (CILC). Quelques 900 participants de 108 pays, représentant les pouvoirs publics, la société civile et le secteur privé, se sont réunis à Séoul du 25 au 28 mai 2003 pour échanger leurs expériences et élaborer de nouvelles stratégies de lutte contre la corruption. Les délégués ont abordé un large éventail de questions, des lacunes de l'auto réglementation des entreprises à l'iniquité de l'immunité politique. Les conclusions de la conférence ont été présentées aux Ministres qui se réunissaient à Séoul du 29 au 31 mai pour le Troisième Forum Mondial. TI, qui fait office de Secrétariat du Conseil de la CILC, a apporté son soutien au gouvernement coréen qui accueillait l'évènement. Pour plus de détails, cf. [www.11iacc.org](http://www.11iacc.org).

Parallèlement à la conférence de Séoul, TI a également organisé le second festival international « Film pour la Transparence ». Le public pouvait choisir parmi 29 œuvres du monde entier. En outre, Clean Korea 21, un programme artistique organisé par TI Corée, faisait la part belle à la danse, au body-painting, au théâtre et aux arts visuels.



## PRIX DE L'INTÉGRITÉ DE TI

Le Prix de l'Intégrité de TI est remis chaque année pour saluer le courage d'acteurs de la lutte contre la corruption à travers le monde qui mettent en jeu leur gagne-pain pour démasquer et attirer l'attention sur des faits de corruption. Les lauréats 2003 étaient le Dr Dora Akunyili, Directrice Générale de l'autorité de contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques du Nigeria (NAFDAC), Sua Rimoni Ah Chong, ancienne Inspectrice Générale des Samoa, et Anna Hazare, militant contre la corruption dans les pouvoirs publics en Inde. En 2003, TI a aussi rendu un hommage posthume à deux personnalités qui ont perdu la vie alors qu'elles luttait contre la corruption : Abdelhai Beliar-douh, journaliste d'investigation en Algérie, et Antonio Siba-Siba Macuacua, président de la plus grande banque commerciale du Mozambique.

*Les lauréats du Prix de l'Intégrité (de gauche à droite) : Sua Rimoni Ah Chong, le Dr Dora Akunyili et Anna Hazare, lauréats 2003  
Jana Dubovcová, Luis Roberto Mesquita et le Dr Peter Schönhofer, lauréats 2002*

## PRIX DU JOURNALISME D'INVESTIGATION

TI soutient également le travail des journalistes d'investigation. En avril 2003, Jorge Loáisiga, journaliste à La Prensa au Nicaragua, qui a enquêté sur le détournement des fonds publics par l'ancien Président nicaraguayen Arnoldo Alemán, a reçu le premier Prix pour le meilleur reportage d'investigation sur la corruption en Amérique Latine et aux Caraïbes. Ce prix annuel, d'une valeur de 25 000 \$ US, est coordonné par TI et l'Instituto Prensa y Sociedad, l'une des organisations membres de TI Pérou.

Notre organisation a elle-même été récompensée par deux prix internationaux en 2002 : TI a reçu le Prix Carl Bertelsmann pour son innovante formation de coalitions, et l'Agenda-Setting Award de Media Tenor pour avoir favorisé une meilleure couverture de la corruption dans les médias internationaux.

En 2003, TI a reçu le Prix de la Conférence sur l'investissement socialement responsable (TBLI), qui reconnaît le travail accompli par TI pour identifier la corruption comme une menace pour les activités économiques durables et l'investissement socialement responsable.

## Lutte contre la corruption. »

### DES RAPPORTS SANS COMPLAISANCE

Le *Rapport Mondial sur la Corruption 2003*, dont le thème principal est l'accès à l'information, est la seconde édition de cette publication annuelle phare de TI. Publié en janvier 2003, le rapport a bénéficié d'une promotion mondiale par les sections nationales de TI et a fait l'objet d'une couverture médiatique importante. Une version française du rapport a été lancée à Paris en juillet et certains chapitres ont également été traduits en arabe, en portugais et en espagnol.

Le *Rapport Mondial sur la Corruption 2004* mettra l'accent sur la corruption politique et portera notamment sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales et sur les efforts de rapatriement de fonds usurpés. Une nouvelle section – les rapports nationaux – offre une évaluation critique des problèmes liés à la corruption dans 34 pays. Pour plus de détails, cf.

[www.globalcorruptionreport.org](http://www.globalcorruptionreport.org).



SECTION NATIONALES

SECTION INTERNATIONALES

Arménie/ Indonésie/ Panama :

### Lumières, camera, action !

Les sections nationales de TI du monde entier ont utilisé la télévision pour sensibiliser le public aux conséquences de la corruption sur la vie quotidienne des populations et inciter les téléspectateurs à lutter contre ce fléau. En Arménie, la section de TI a travaillé avec une société de tournage indépendante pour produire des messages d'intérêt public. De son côté, TI Indonésie a travaillé

avec une troupe de théâtre très populaire pour produire les 13 épisodes d'une sitcom intitulée *Komedi Nusa Getir* ("comédie de l'île de l'amertume" en Bahasa). L'histoire se déroule dans un village fictif, sensé constituer un microcosme de l'Indonésie, et montre comment les habitants s'efforcent d'endiguer la corruption dans le village.



Au Panama, la section de TI a participé à un réseau local de citoyens contre la corruption pour diffuser un débat télévisé mensuel d'une heure sur la transparence et la responsabilité.

Moldovie/ International :

### Des artistes contre la corruption

La corruption est l'un des sujets préférés des dessinateurs humoristiques du monde entier. Les sections de TI de pays aussi variés que le Brésil, le Burkina Faso, le Cambodge, le Cameroun, le Kenya, le Maroc et la Roumanie ont travaillé avec des artistes pour créer et utiliser les dessins humoristiques en vue de sensibiliser le grand public. En Moldavie, au printemps 2003, la section de TI a

organisé une exposition intitulée « Artistes contre la corruption » au Musée national d'histoire de Chisinau. Cette collection présentait plus de 500 dessins contre la corruption, réalisés par des artistes de la région. Les artistes exposés avaient participé à un concours organisé par TI Moldavie.



Pérou/Japon :

### Faire pression pour amener les dirigeants corrompus devant la justice

TI continue de réclamer l'extradition par le Japon de l'ancien Président du Pérou Alberto Fujimori pour qu'il réponde des accusations de corruption et de violation des Droits de l'Homme portées contre lui. Pendant l'été 2003, les sections nationales de TI ont écrit au Ministre de la Justice japonais pour solliciter de Tokyo l'extradition Fujimori vers le Pérou. Malgré des preuves solides de l'implication

de Fujimori dans des affaires de corruption et des atteintes aux Droits de l'Homme pendant ses 10 ans d'exercice du pouvoir, le gouvernement du Japon refuse à ce jour de l'extrader. Les enquêtes menées au Pérou ont révélé que Fujimori et son conseiller, Vladimiro Montesinos, avaient créé une vaste organisation criminelle. Ce réseau s'étendait jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir et est à

l'origine d'un pillage sans précédent des ressources du Pérou, d'actes de corruption, d'assassinats et de graves atteintes aux Droits de l'Homme. Quelques 1 400 membres présumés de l'organisation criminelle dirigée par Fujimori et Montesinos, dont un grand nombre d'anciens hauts fonctionnaires et responsables de l'armée, font actuellement l'objet d'une enquête.

# Renforcer les efforts des citoyens

Des outils efficaces permettent de renforcer le travail des militants de la lutte contre la corruption. En modélisant les problèmes et en documentant nos expériences, nous permettront à la prochaine génération de militants d'être plus forts. Les outils permettent aussi de mesurer l'étendue et la nature du problème. Ils rendent compte des progrès accomplis et des secteurs où le travail est le plus urgent.

## LE SYSTÈME NATIONAL D'INTÉGRITÉ (SNI)

Le cadre du SNI constitue un outil efficace, qui a guidé une grande partie des activités de recherche de TI. Le modèle existant décrit l'intégrité nationale comme une base soutenue par des «piliers». Les piliers sont toutes ces institutions et pratiques dont l'effet conjugué permet de se prémunir contre la corruption. Depuis 2001, TI a publié une série de rapports qui analysent la situation de pays spécifiques sur la base de ce modèle. Au cours de l'année écoulée, des études sur le SNI de la Zambie, de la Nouvelle Zélande et de la Papouasie Nouvelle-Guinée ont été publiées, soulignant les faiblesses des mécanismes mis en place en matière de gouvernance et proposant des solutions pratiques. Les rapports attendus pour début 2004 porteront notamment sur le Bangladesh, l'Inde, le Malawi, le Sri Lanka, l'Ouganda et le Zimbabwe.

## LE SOURCE BOOK DE TI

Le Source Book de TI continue d'être un document clé pour les militants de la lutte contre la corruption à travers le monde. Le travail consacré au Source Book est entré dans une nouvelle phase cette année, avec le développement de pages de documentation qui seront accessibles sur le site Internet de TI. En 2002, les traductions en albanais, en bahasa et en népalais ont été achevées et le Source Book est en cours d'adaptation au contexte arabe, avec la participation des représentations de TI en Algérie, à Bahreïn, en Egypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et au Yémen.

## LE CORRUPTION FIGHTERS' TOOL KIT



En tant que compendium des expériences de la société civile, le Corruption Fighters' Tool Kit de TI témoigne de la diversité et de l'ingéniosité du mouvement de lutte contre la corruption. En octobre 2003, TI a publié la dernière extension du Tool Kit, sous la forme de 18 nouveaux outils.

Désormais disponible dans sa troisième édition et répertoriant plus de 60 outils concrets de la société civile, dans des domaines aussi variés que la réforme du système judiciaire et le contrôle de la corruption dans les marchés publics, le Tool Kit a été distribué dans le monde entier et a suscité des réactions très positives.



## CORISWEB

Les chercheurs qui travaillent sur le thème de la corruption peuvent

désormais bénéficier d'un outil important avec le lancement officiel du portail CORISweb ([www.corisweb.org](http://www.corisweb.org)), lors de la 11ème CILC de Séoul en mai 2003. Grâce au "Coris" (système d'information et de recherche en ligne) ils peuvent maintenant accéder à plus de 16 000 documents sur la corruption et la gouvernance. Un système décentralisé permet aux utilisateurs du monde entier d'ajouter directement des informations et aux éditeurs, où qu'ils se trouvent, de passer au crible le contenu.

## DES RESSOURCES POUR

### LES POUVOIRS PUBLICS



Mettre des outils à la disposition des pouvoirs publics est l'une des composantes essentielles d'une stratégie globale de lutte contre la corruption. TI continue d'aider l'Institut norvégien

Christian Michelsen à développer l'Utstein Anti-Corruption Resource Centre ([www.u4.no](http://www.u4.no)) à l'intention des ministres en charge du développement international qui font partie du groupe Utstein (Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Canada). Le service d'assistance contre la corruption de l'U4 est géré via le bureau de Londres du Secrétariat de TI.

## ENQUÊTES ET INDICES

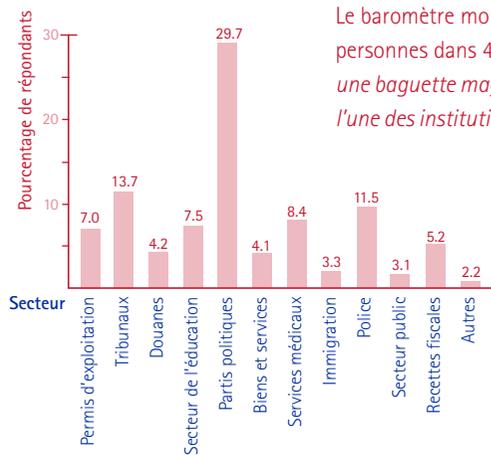
Les enquêtes et indices sont très efficaces pour attirer l'attention générale du public sur le problème. Des conclusions simples et concises permettent de rendre le problème accessible aux citoyens ordinaires et fournissent des références pratiques pour mesurer les progrès accomplis. Les sections de TI en Colombie, au Mexique, au Kenya et en Zambie, ont publié des enquêtes nationales sur la corruption. Les enquêtes auprès des ménages publiées en 2002 par les sections du Bangladesh, d'Inde, du Népal, du Pakistan et du Sri Lanka ont révélé de hauts niveaux de corruption dans les institutions publiques en Asie du Sud. Parmi sept institutions importantes, la police est apparue comme la plus corrompue dans les cinq pays.

## L'INDICE DE PERCEPTIONS DE LA CORRUPTION

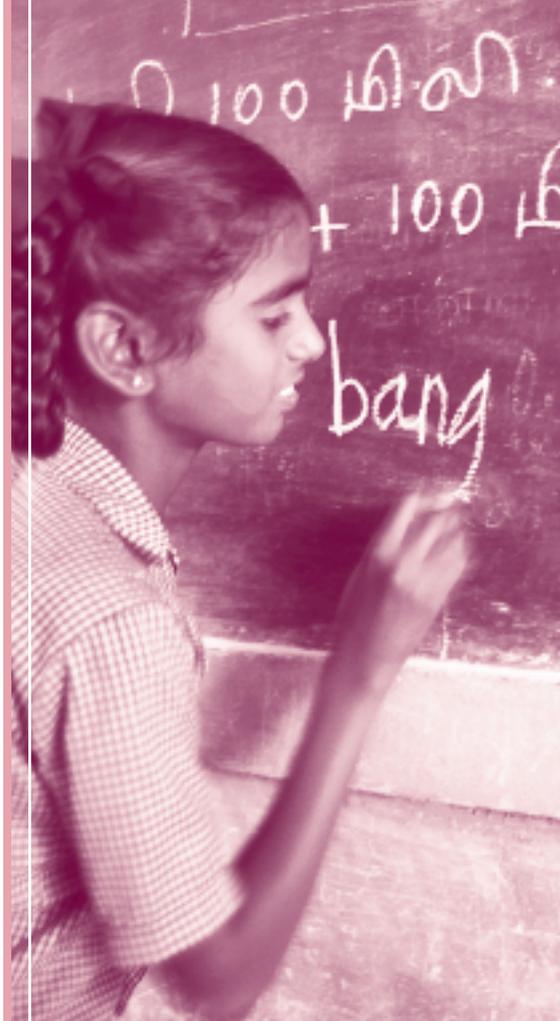
En octobre 2003, TI a publié son neuvième Indice annuel de Perceptions de la Corruption, qui a joui d'une couverture médiatique sans précédent à l'échelle internationale. La toute dernière « analyse de sondages » répertorie le nombre record de 133 pays, avec 15 "nouveaux venus" au Moyen-Orient. L'indice souligne le fait que la corruption est encore perçue comme une menace importante, sept pays sur dix obtenant une note inférieure à 5 sur un score maximal de 10. Cf. page 20.

## LE BAROMÈTRE MONDIAL DE LA CORRUPTION

Le premier Baromètre Mondial de la Corruption a été publié en juillet 2003. Cette enquête, commandée par TI et réalisée par Gallup International, évalue la disposition générale des répondants face à la corruption et les pronostics quant aux niveaux de corruption futurs dans 48 pays. L'enquête s'est également intéressée à la vision de l'opinion publique sur des secteurs particuliers. Dans trois pays sur quatre, les répondants ont identifié les partis politiques comme l'institution qu'ils aimeraient le plus voir débarrassée de la corruption. Pour des résultats plus complets, voir page 23.



Le baromètre mondial de la corruption a posé à 30 487 personnes dans 44 pays la question suivante : *Si vous aviez une baguette magique et pouviez éliminer la corruption de l'une des institutions suivantes, quel serait votre premier choix ?*



## Les Centres de Documentation contre la Corruption de TI



dans huit pays de la région : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, le Kazakhstan, la Lituanie, la Moldavie, la Russie et la Slovaquie. Chaque centre possède son propre site Internet, sa bibliothèque et ses archives médiatiques et est relié à CORISweb, le portail mondial de lutte contre la corruption de TI. Certains ACRC organisent déjà des réunions et des séminaires. Les centres servent à donner naissance à des initiatives plus efficaces contre la corruption, en coordonnant les activités des ONG locales. Le programme sera étendu à d'autres pays de la région au cours des deux prochaines années.

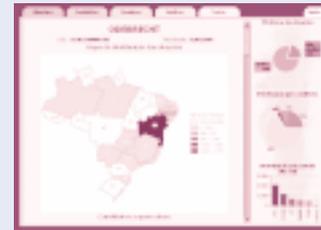
Pour combattre la corruption, il faut connaître son ennemi. En 2002, TI a lancé un projet de Centres de documentation contre la corruption (ACRC) pour créer des carrefours de la connaissance dans les pays d'Europe Orientale et de l'ancienne Union Soviétique. Pendant l'été 2003, les premiers centres ont ouvert leurs portes

SECTIONS NATIONALES

## Brésil :

### Faire la lumière sur les financements politiques

En juillet 2003, Transparência Brasil a lancé la base de données Às Claras. Elle fournit au public des informations structurées, avec des références croisées, sur le financement politique au Brésil en se basant sur des données brutes collectées par le Tribunal Electoral Supérieur. Bien que la loi exige que les partis et les candidats, au niveau régional et fédéral, communiquent leurs données financières aux Tribunaux Electoraux, ces informations n'ont jamais été présentées de manière accessible au public. Les organisations de la société civile, les journalistes et les citoyens ordinaires peuvent utiliser la



base de données pour savoir quels bailleurs de fonds financent tel ou tel candidat, ou d'où vient le financement de chaque candidat, et étudier les schémas de financement par région ou par secteur économique. La base de données est accessible sur le site : [www.asclaras.org.br](http://www.asclaras.org.br).

# Agir à la base

Anna Hazare, l'un des lauréats du Prix de l'Intégrité de TI, s'est courageusement insurgé contre la corruption qui mine les pouvoirs publics locaux et l'industrie forestière de son Etat de résidence, le Maharashtra, en Inde. Il a réussi à mobiliser en masse les citoyens et a provoqué des réformes législatives importantes grâce à ses protestations, notamment après sa grève de la faim « jusqu'à ce que mort s'ensuive ». M. Hazare et les autres lauréats du Prix de l'Intégrité témoignent de la force des particuliers et de la société civile.

## FAIRE PRESSION POUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

La disponibilité des informations est une condition indispensable à l'émergence d'une société informée, à même de participer significativement au débat public et de demander des comptes à ceux qui la gouvernent. L'accès à l'information était le thème central du *Rapport Mondial sur la Corruption 2003* de TI.

Les sections de TI ont fait campagne pour l'adoption et la mise en application de lois efficaces sur la liberté de l'information. Au Mexique, après sept ans de lobbying par une coalition d'organisations de la société civile incluant Transparencia Mexicana,

cette année a finalement vu la promulgation d'une loi nationale sur la liberté de l'information qui étend considérablement l'étendue des informations à déclarer par les pouvoirs publics. TI Russie a rédigé un règlement sur l'accès à l'information pour la ville de Kaliningrad, qui a été promulgué en 2002. Pendant ce temps, d'autres sections de TI ont ouvert des 'bureaux d'accès à l'information' pour aider les citoyens ordinaires à requérir des informations de l'Etat : Forum Civil (la section de TI au Sénégal) a ouvert deux de ces bureaux en 2002 et, la même année au Pérou, l'Instituto Prensa y Sociedad, l'une des organisations membres de TI Pérou, a créé un bureau qui aide les citoyens à tirer parti de la nouvelle loi péruvienne sur l'accès à l'information. La Lebanese Transparency Association (TI Liban) a, quant à elle, lancé le site Internet [www.arabaccess.org](http://www.arabaccess.org), une plate-forme destinée aux militants promouvant l'accès à l'information dans le Monde Arabe. Les sections de TI en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Macédoine et en Serbie mettent en œuvre le « Programme pour la Responsabilité dans les Balkans Occidentaux », qui vise à remédier aux déficiences en matière de responsabilité des autorités publiques en proposant des solutions en matière de libre accès à l'information et de conflits d'intérêts des fonctionnaires.

La stratégie de formation de coalitions de TI met en contact les pouvoirs publics, les entreprises, les universités, les professionnels, les médias et la grande diversité des organisations de la société civile. Les sections nationales de TI sont des organisations enregistrées localement, qui mobilisent des particuliers et travaillent avec d'autres groupes pour promouvoir la transparence, surveiller les finances publiques et appeler les dirigeants à rendre des comptes.

## SOUTENIR LE TRAVAIL DES JOURNALISTES

Les médias sont un important partenaire de la lutte contre la corruption. Au cours de l'année écoulée, TI a organisé ou soutenu des formations en journalisme d'investigation et en communication de l'information financière dans différents pays du globe tels que l'Afghanistan, l'Argentine, le Ghana, le Sénégal, le Tadjikistan et le Zimbabwe.

## INVITER LA CLASSE POLITIQUE À RENDRE DES COMPTES

Sur le front mondial, TI a rejoint d'autres militants de la lutte contre la corruption emmenés par l'ancienne juge d'investigation de l'affaire Elf Eva Joly, pour rédiger et signer, en juin 2003, la Déclaration de Paris, qui propose une série de mesures pour contrer la corruption internationale. En dix points, cet appel à agir contre la grande corruption presse les gouvernements de renforcer les procédures judiciaires contre l'utilisation opportuniste d'immunités spéciales et règles de prescription. Il appelle aussi les banques à garder des registres détaillés de toutes les transactions et à surveiller les clients « à haut risque » et réclame que les sociétés cotées en Bourse soient obligées de publier toutes les sommes versées à des entités publiques.

« La corruption frappe le plus durement les plus pauvres. »

Mary Robinson dans le *Rapport Mondial sur la Corruption 2004*

*Le pouvoir du Peuple (2000), titre d'un film documentaire de la République de Corée du sud, qui était en compétition lors du Festival 2003 du film pour la Transparence, le deuxième festival du film sur la lutte contre la corruption de TI.*



### SE BATTRE POUR DES FORÊTS PROPRES

En 2003, TI a continué d'héberger le Forest Integrity Network (FIN) - un réseau de groupes à intérêts multiples s'attachant à former des coalitions pour lutter contre la corruption dans la sylviculture. Fortement soutenu par le Secrétariat de TI, le FIN a pu améliorer la visibilité du problème de la corruption dans le secteur forestier et préparer le terrain pour de futures activités du FIN dans différents pays.  
Cf. [www.transparency.org/fin](http://www.transparency.org/fin).

### DES MICRO-PROJETS CONTRE LA CORRUPTION

TI a poursuivi son travail avec le Fonds de Partenariat pour la Transparence (PTF), une ONG finançant de petits projets pour endiguer la corruption. En mai 2003, le PTF a annoncé le lancement d'un nouveau programme mondial de lutte contre la corruption de trois ans, pour subventionner des projets peu coûteux de la société civile en Afrique, en Asie, en Amérique Latine et en Europe Orientale. En 2003, une telle subvention a permis à TI Indonésie d'aider les autorités publiques locales à réduire la corruption dans les marchés publics. D'autres projets couvrant divers problèmes liés à la transparence sont en cours dans une douzaine de pays, dont le Costa Rica, la Mongolie, le Népal, les Philippines et la Tanzanie.



SECTIONS NATIONALES

Mexique :

### Garder à l'œil les dépenses publiques



Un manque d'informations publiques et de faibles niveaux de participation des citoyens impliquent souvent que les fonds publics destinés à des actions sociales sont soit détournés, soit manipulés pour des motifs politiques. Pour s'attaquer à ce problème, Transparencia Mexicana (la section nationale de TI au Mexique) et le Ministère mexicain du Développement Social (Sedesol) ont

lancé un Manuel des citoyens, en septembre 2002, pour aider les particuliers et les organisations de la société civile à contrôler le financement et la mise en œuvre des programmes sociaux publics.

Ce manuel permet aux citoyens de demander plus facilement des comptes aux pouvoirs publics quant à l'utilisation ou au détournement de ces fonds. Le livret décrit chaque programme social en détail, à l'aide de textes et de diagrammes. Il permet non seulement aux citoyens de mieux comprendre les objectifs particuliers, les procédures et le financement disponible pour chaque pro-

gramme, mais leur apprend aussi comment déposer une plainte en cas de suspicion d'une irrégularité.

Pour promouvoir l'utilisation extensive de ce manuel et assurer son efficacité, Transparencia Mexicana et le Sedesol ont également organisé un atelier de formation pour 320 organisations de la société civile mexicaine et fourni à chacune un mot de passe, qu'elles peuvent utiliser pour suivre leurs plaintes au sein du système public par voie électronique. Le manuel est mis à jour annuellement et est à la fois disponible sur papier et sur Internet : [www.manualciudadano.org.mx](http://www.manualciudadano.org.mx).

Zimbabwe :

### Condamner les mesures de répression contre les leaders de la société civile



Les sections de TI travaillent souvent dans des conditions difficiles. Cette année a été marquée par le traitement brutal infligé par les autorités zimbabwéennes à John Makumbe, Président de TI Zimbabwe et

membre du Conseil d'administration international de TI. Le Dr Makumbe a été arbitrairement détenu par la police en février 2003 et brutalisé, alors qu'il était menotté, avant d'être relâché. Il faisait partie d'un groupe de leaders de la société civile arrêtés alors que la police, armée de matraques, a voulu empêcher la tenue d'une réunion dans une église d'Harare. Les sections nationales de TI, du Costa Rica au Kenya en passant par la Papouasie Nouvelle-Guinée, ont envoyé des lettres de soutien au Dr Makumbe et se

sont jointes au Secrétariat de TI pour condamner le traitement qu'il a subi aux mains des autorités zimbabwéennes. Toutefois, en novembre 2003, ces autorités ont, une nouvelle fois, fait étalage de leur force. Le 18 novembre, M. Makumbe a été arrêté lors d'une réunion pacifique de leaders de la société civile et de responsables syndicaux à Harare. Ces arrestations sont un signe alarmant de la détérioration constante du traitement réservé aux leaders de la société civile au Zimbabwe.

# Assainir le secteur public

La participation du secteur public est indispensable pour réaliser tout progrès dans la lutte contre la corruption. Les Gouvernements ont la capacité de montrer l'exemple, en plus du pouvoir de promulguer et, finalement, de faire respecter des lois contre la corruption. TI travaille donc avec les gouvernements et la fonction publique pour promouvoir l'intégrité, la transparence et la responsabilité financière.

## LA CORRUPTION POLITIQUE

La corruption politique revêt de nombreuses formes, de l'achat de votes et de l'abus de biens publics aux fonctionnaires qui exigent une « contrepartie » à la tranquillité ("protection money"). Le Baromètre Mondial de la Corruption 2003 de TI, une enquête menée auprès du grand public dans le monde entier, a révélé que, dans trois pays sur quatre, les partis politiques sont choisis comme l'institution que les citoyens aimeraient le plus voir libre de toute la corruption. Le *Rapport Mondial sur la Corruption 2004* de TI, qui sera publié au mois de mars, fournira de nouvelles perspectives sur cette question. Les articles phares comprendront une liste des dirigeants les plus corrompus de l'histoire récente et des sommes qu'ils sont présumés avoir détournées ainsi qu'un tableau révélant que, sur les 34 pays étudiés, un plus grand nombre a choisi, au cours des dernières années, d'étendre l'immunité de poursuite des dirigeants politiques plutôt que de la limiter. L'ouvrage contiendra également les nouvelles Normes de TI en matière de financement et de faveurs politiques.

TI élabore des solutions pratiques pour contrôler la corruption dans les financements politiques. Au cours de l'année écoulée, les sections de TI en Argentine, en Colombie, au Costa Rica, en Equateur et au Panama ont encouragé une plus grande transparence des campagnes électorales grâce à la méthode des « candidats visibles », qui incite les candidats à déclarer leurs lettres de créances, leurs avoirs personnels et leurs financements



TI Zambie présente au ministre du développement des collectivités locales ses recommandations pour des réformes.

électoraux. En Argentine, au Brésil, en République Tchèque, au Guatemala, au Népal, au Pakistan, en Slovaquie, à Taiwan et en Turquie, les sections de TI ont mis au défi les candidats aux élections et les hommes politiques élus de s'exprimer publiquement sur leurs politiques de lutte contre la corruption. TI Bulgarie a créé un index du financement des partis politiques. En Europe et en Amérique Latine, les sections de TI ont étudié collectivement la législation régissant le financement des partis politiques tandis que la Bahrain Transparency Society, TI Cameroun et TI Kenya ont observé les élections dans leurs pays et que la section cambodgienne de TI a publié un guide de l'électeur pour aider les citoyens à faire des choix éclairés sur leurs futurs dirigeants.

### JETER LA LUMIÈRE SUR LES ÉLECTIONS EN ARGENTINE



Durant la campagne présidentielle de 2003 en Argentine, Poder Ciudadano (TI Argentine) a lancé une campagne intitulée *Iluminemos el Cuarto Oscuro* («Eclairer la chambre noire») pour encourager des élections transparentes. Cette campagne prévoyait notamment la création d'une base de données contenant des informations clés sur les candidats et les dépenses électorales et qui a été largement répandue avec l'aide d'ONG de l'ensemble du pays. Poder Ciudadano a ouvert un service téléphonique 24h/24, que les citoyens pouvaient appeler gratuitement pour en savoir plus sur le processus électoral, rapporter des irrégularités et déposer des plaintes. Deux mois avant les élections, Poder Ciudadano a également surveillé les médias pour déterminer l'ampleur de la couverture accordée à chaque candidat.

## « La corruption du secteur public est l'un des plus grands obstacles au développement. Elle coûte au Kenya largement plus d'un milliard d'euros par an. »

John Githongo, Secrétaire permanent pour les questions de gouvernance et d'éthique auprès du Bureau du Président kenyan et ancien Directeur exécutif de TI Kenya

### LE PROGRAMME "PACTE D'INTÉGRITÉ ET MARCHÉS PUBLICS"

Le Pacte d'Intégrité (PI) de TI, un engagement de refus des pots-de-vin visant à préserver les marchés publics de la corruption, a désormais été mis en œuvre dans plus d'une douzaine de pays et dans des projets d'infrastructure de grande échelle allant des télécommunications aux transports publics. Cette année, le Secrétariat de TI a défini un Programme "Pacte d'Intégrité et marchés publics".

Plusieurs nouveaux Pactes d'Intégrité ont récemment été adoptés. TI Equateur a appliqué avec succès deux PI aux procédures d'adjudication de services de télécommunication. TI Colombie a introduit le PI pour l'adjudication de médicaments et de services médicaux pour l'organisme de sécurité sociale et dans un contrat portant sur la conception du système de concession de l'aéroport international de Bogotá. De son côté, TI Chili travaille avec le Ministère des Finances à l'introduction du PI dans plusieurs procédures d'adjudication. En Argentine, au Mexique et au Pakistan, les sections de TI ont également des initiatives de ce type en cours. En Grèce, au Kenya, au Paraguay, et à Trinité & Tobago, les sections nationales de TI sont à la tête d'initiatives visant à introduire des dispositions relatives à la transparence et à la prévention de la corruption dans la législation régissant les marchés publics dans leurs pays.

### LOIS DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LEUR EXÉCUTION

Les Gouvernements ont la capacité unique de renforcer le pouvoir des politiques de lutte contre la corruption. En 2002, TI Cambodge, le Centre pour le Développement Social a travaillé, au sein d'une large coalition impliquant la société civile et les pouvoirs publics, à la rédaction d'une loi contre la corruption longtemps attendue. Le texte sera présenté au parlement cette année. En décembre 2002, TI Moldavie a remporté une grande victoire quand le gouvernement moldave a choisi d'adopter sa proposition de programme national sur deux ans de lutte contre la corruption et le crime. TI Madagascar a joint ses efforts à ceux des secteurs public et privé et de la société civile pour élaborer une stratégie nationale de lutte contre la corruption.

### CODES DE CONDUITE

TI travaille avec les gouvernements et les services publics à l'élaboration de codes de conduite pour les fonctionnaires. En juillet 2003, TI a aidé le Président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, à organiser un séminaire d'éthique pour son nouveau gouvernement. A cette occasion, les membres de ce nouveau gouvernement ont révisé et renforcé le Code de Conduite des Ministres. Par ailleurs, dans le cadre d'une initiative visant à renforcer la confiance du public dans le système judiciaire, TI Bulgarie a rédigé un Code de Conduite pour l'administration judiciaire.

### La corruption dans les périodes de reconstruction d'après-guerre

La corruption dans les économies d'après-guerre est surtout répandue dans les recettes budgétaires et fiscales, notamment dans les recettes douanières, les transferts d'espèces fournies par les bailleurs de fonds et les rentes de monopoles. Ces revenus sont souvent gardés «hors budget» et dilapidés. En outre, la corruption peut compromettre une paix fragile. Au Sri Lanka, des milliards de dollars d'aide internationale ont été promis pour la reconstruction et la réinstallation des personnes déplacées. Les pourparlers de paix continuent par intermittence et l'aide des bailleurs de fonds est considérée comme une bonne raison de mettre fin au conflit. TI Sri Lanka a pressé à la fois les bailleurs de fonds et le Gouvernement de garantir l'intégration de mesures de transparence et de responsabilité dans le processus de

reconstruction. De même, la transparence et la responsabilité doivent être les maîtres mots de la reconstruction en Irak. TI a réclamé, à plusieurs reprises, un processus d'appel d'offres international ouvert pour la reconstruction de l'industrie pétrolière irakienne et, notamment, des règles strictes sur les conflits d'intérêts. TI a également incité les compagnies pétrolières multinationales de publier tous leurs versements au gouvernement irakien ou à toute administration intérimaire en matière de contrats pétroliers. Le Liban, où la guerre civile s'est achevée en 1991, a mis son expérience au service du réseau de TI. Le processus de reconstruction y a été miné par la corruption, décourageant les investissements étrangers et étouffant l'économie.

### Un nouveau départ



Le Président de la Banque Mondiale, James Wolfensohn, le Président de TI, Peter Eigen, et le Président kenyan, Mwai Kibaki.

En juillet, TI Kenya a pu rassembler une large coalition impliquant les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile,

pour un atelier national contre la corruption. Le Président Mwai Kibaki a profité de l'occasion pour lancer sa Loi sur l'éthique dans la fonction publique, qui prévoit la déclaration obligatoire des biens de tous les agents publics, y compris le Président lui-même. La fin du régime du Président Moi a impliqué un changement de stratégie pour TI Kenya : la mission de l'organisation évolue pour passer de l'exercice de pressions et de la sensibilisation à la proposition de solutions concrètes pour réduire la corruption.

# Promouvoir l'intégrité dans les affaires

## LES PRINCIPES POUR CONTRER LA CORRUPTION DANS LE SECTEUR PRIVÉ

Publiés en décembre 2002, les Principes pour contrer la corruption dans le secteur privé sont une initiative soutenue par Transparency International et Social Accountability International. Ces Principes visent à fournir aux entreprises un outil complet et pratique de lutte contre la corruption, qui peut être utilisé comme un système prêt à l'emploi ou comme une référence pour les pratiques existantes. Leur élaboration a été supervisée par un comité de pilotage issu du secteur privé, du monde universitaire, des ONG et des syndicats.

Les Principes ont été présentés à divers publics du secteur des affaires lors d'ateliers et de séminaires de lancement dans plusieurs dizaines de grandes villes du monde entier. Ces ateliers sont conçus comme une première étape dans un processus qui engage les entreprises à lutter sérieusement contre la corruption dans l'ensemble de leur organisation.

En France, le grand fabricant de matériaux de construction Lafarge s'est engagé à mettre en œuvre les Principes et à rendre compte des progrès accomplis dans son rapport annuel de l'année prochaine. En Belgique, les deux grandes entreprises Solvay et Bekaert ont évalué et amélioré leurs systèmes sur la base des Principes. Le Forum Economique Mondial de Davos a

engagé un processus dans les secteurs de l'énergie, de la métallurgie et de l'exploitation minière, de même que dans le domaine de l'ingénierie et de la construction, utilisant les Principes pour déterminer la nécessité de lignes directrices sectorielles.

Les Principes ont également servi de guide pour la mise en œuvre pratique des dispositions de textes tels que la Convention de l'OCDE pour la lutte contre la corruption des fonctionnaires étrangers dans les transactions commerciales internationales, les Règles de conduite de la Chambre de Commerce Internationale (CCI) pour combattre l'extorsion et la corruption et les dispositions de lutte contre la corruption de la version révisée des Directives de l'OCDE pour les Entreprises Multinationales.

La CCI a également publié un manuel des pratiques des entreprises pour lutter contre la corruption ([www.iccwbo.org](http://www.iccwbo.org)). Ce livre, intitulé "Fighting Corruption", a été rédigé par deux membres de la commission anti-corruption de la CCI, François Vincke (de TI Bruxelles) et Fritz Heimann (de TI Etats-Unis), et comprend une contribution de Michael Davies de TI Canada. Il invite notamment les entreprises à encourager la dénonciation des actes de corruption en instaurant des politiques internes permettant aux employés d'exprimer leurs inquiétudes sans craindre de représailles.

## TARIR LE FLUX DES FONDOS DE LA CORRUPTION

Transparency International et certaines des plus grandes banques privées du monde se sont réunies en 1999 pour formuler des lignes directrices contre le blanchiment d'argent dans les opérations bancaires internationales. Le rôle de TI a été de créer une atmosphère de confiance mutuelle dans laquelle les banques se sont avérées prêtes à discuter d'informations sensibles. En 2000, le Groupe de Wolfsberg (baptisé ainsi après une session d'information à Wolfsberg en Suisse) a publié un ensemble de normes connues sous le nom de « Principes de Wolfsberg pour les Banques Privées » ([www.wolfsberg-principles.com](http://www.wolfsberg-principles.com)). Ces principes donnent aux banques des repères pour déterminer l'identité de leurs clients et la nature des transactions effectuées pour ces clients. En novembre 2002, le groupe a élargi ses attributions en publiant les Principes contre le blanchiment d'argent pour les banques correspondantes.

Le rôle de TI auprès du Groupe de Wolfsberg reste centré sur l'exercice de pressions. TI souhaiterait que le groupe étende ses activités à l'échelle mondiale car nous sommes convaincus qu'il ne sera pas possible d'éviter les scandales tant que les centres financiers les moins bien réglementés du monde n'auront pas amélioré leurs normes.

## « Les investisseurs ont tendance à fuir les pays présentant de hauts niveaux de corruption et les pays qui ont le plus besoin d'investissements étrangers sont souvent ceux qui souffrent le plus de corruption. »

Peter Eigen, Président de Transparency International, dans le Bulletin d'information de la Fondation Carnegie, 2002, n° 4

### RESTITUER LES BIENS PILLÉS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

TI s'est efforcé de définir par quels moyens les banques peuvent collectivement contribuer à la lutte contre le pillage de biens publics par des politiciens corrompus, leurs associés et les tenants d'intérêts économiques.

En corollaire d'initiatives mondiales, les sections africaines de TI ont continué de travailler à une stratégie globale de lutte contre le blanchiment d'argent et le pillage des biens publics dans la région. Le « Plan d'action de Nyanga » (d'après la ville de Nyanga, au Zimbabwe, d'où les sections ont lancé cette campagne en 2001) comprend des mesures de communication et de promotion ainsi qu'une partie consacrée à la documentation et à la recherche. Le groupe de Nyanga cherche à évaluer et à exercer des pressions sur les gouvernements de la région mais aussi sur les organisations intergouvernementales dans le monde.

Lors des négociations des conventions de l'ONU et de l'UA, TI a plaidé pour l'introduction de dispositions visant à accroître l'assistance juridique mutuelle en matière de recouvrement d'avoirs.

### RÉCLAMER LA TRANSPARENCE DES REVENUS PÉTROLIERS

En tant qu'initiateur de la campagne *Publish What You Pay* (PWYP), « Publiez ce que vous payez », qui réunit désormais plus de 150 ONG à travers le monde, TI continue de s'efforcer d'améliorer la gestion financière du secteur public des pays riches en ressources. En 2003, TI et ses partenaires de PWYP ont rencontré des représentants des compagnies pétrolières et minières, des pouvoirs publics et de la société civile pour obtenir leur soutien à cette initiative. La coalition se concentre également sur le rôle des institutions financières internationales, des banques, des investisseurs et des bailleurs de fonds et étudie divers mécanismes de réglementation potentiels.

TI salue l'Initiative pour la transparence dans la gestion des industries extractives (EITI) lancée par le gouvernement du Royaume-Uni en 2002. Toutefois, il existe des réserves quant à l'efficacité d'un système facultatif plutôt qu'obligatoire, dans lequel les données déclarées seront fortement condensées et non présentées entreprise par entreprise. TI-RU et les sections de TI dans des pays tels que l'Azerbaïdjan, l'Indonésie, le Kazakhstan et la Norvège ont pris la tête des pressions exercées pour la transparence des revenus pétroliers. En novembre 2003, le Président nigérian Olusegun Obasanjo a envoyé un message fort à Berlin, quand il a promis que son pays publierait ouvertement tous les revenus versés par l'industrie pétrolière.

SECTIONS NATIONALES

RU :

### Argent propre, argent sale

Vu le rôle de Londres en tant que place financière internationale majeure, en 2002, TI RU a établi un Groupe de travail sur le blanchiment d'argent pour superviser la préparation d'un rapport d'enquête sur les activités de blanchiment d'argent parmi les professionnels et les entreprises du monde de la finance. Le résultat, publié en juin 2003 et intitulé "Clean Money, Dirty Money – Money Laundering in the UK" (Argent propre, argent sale – le blanchiment d'argent au Royaume-Uni), émet 18 recommandations spécifiques sur la dissuasion et la détection des blanchisseurs d'argent, l'extension des activités couvertes par le système de lutte contre le blanchiment d'argent du RU et l'amélioration de l'approche actuellement trop fragmentaire pour sa mise en œuvre.



TI RU s'inquiète que le blanchiment d'argent est non seulement utilisé pour traiter les gains découlant d'activités criminelles, telles que le trafic de drogues ou d'êtres humains, mais aussi pour légitimer le fruit d'actes de corruption. La prévention du blanchiment d'argent devrait faire partie de la capacité des pouvoirs publics à lutter contre la corruption.

Ile Maurice / Gambie :

### Travailler avec les entreprises en Afrique

Cette année, Transparency Mauritius a maintenu son attention privilégiée pour le secteur privé en s'appliquant à faire connaître les Principes pour contrer la corruption dans le secteur privé. A l'échelle nationale, l'organisation a travaillé avec le Comité sur la Gouvernance d'Entreprise, le Joint Economic Council, la Chambre mauricienne de Commerce et d'Industrie et l'American Management Services Company.

La section nationale de TI en Gambie a choisi une autre approche. TI Gambie a collaboré avec TI RU pour élaborer un Guide des affaires pour les entreprises du RU travaillant en Gambie. Ce guide pratique indique comment les entreprises peuvent éviter d'être impliquées dans des actes de corruption. Il servira d'expérience pilote de collaboration entre sections de TI, en s'attaquant à la fois à l'offre et à la demande en matière de corruption.

Au cours de l'année écoulée, Transparency International a contribué à donner forme au cadre international de lutte contre la corruption. Nous avons participé à rédiger des conventions et continué de contrôler leur mise en œuvre. Nous avons exercé des pressions sur leurs détracteurs, qui sous-estiment l'importance de normes universellement applicables contre des crimes condamnés dans toutes les cultures et toutes les sociétés.

# Engager les organisations mondiales

## NATIONS UNIES

TI s'est engagé dans un certain nombre d'initiatives de lutte contre la corruption lancées par les agences de l'ONU, notamment la phase de rédaction et de négociation ayant conduit à l'adoption de la Convention des Nations Unies contre la Corruption (voir encadré ci-contre).

Le "Global Compact" (pacte global), auquel plus de 1 000 entreprises et organisations ont souscrit, est une initiative mondiale lancée par l'ONU pour définir des lignes directrices volontairement consenties pour des entreprises citoyennes. TI a étroitement collaboré avec le bureau du Global Compact pour étudier comment refléter la Convention des Nations Unies contre la corruption dans le pacte. TI a défendu l'introduction de la transparence comme dixième principe clé du pacte.

En 2003, TI a également obtenu le Statut Consultatif Spécial auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC).

## BANQUE MONDIALE

En mars 2003, TI a organisé, avec le Président de la Banque Mondiale James Wolfensohn et son équipe, une réunion d'une journée à Washington sur la lutte contre la corruption. TI a appelé la Banque Mondiale à se concentrer davantage sur la lutte contre la corruption dans le secteur privé et à améliorer la lutte contre la corruption dans les marchés publics. Les

représentants de TI ont présenté des outils tels que le Pacte d'Intégrité de TI et les Principes pour contrer la corruption dans le secteur privé et ont identifié un certain nombre de pistes pour une future coopération.

## OCDE

Le niveau d'engagement des pays envers l'historique Convention de l'OCDE pour la lutte contre la corruption de 1997, qui incrimine le versement de pots-de-vin aux fonctionnaires étrangers, est décevant. Bien que 35 pays aient ratifié la Convention et adopté des lois de transposition, l'exécution de ces nouvelles lois est restée faible voire inexistante. TI a examiné l'attitude des Etats signataires et a fait pression sur eux pour qu'ils améliorent la mise en œuvre de la Convention. Durant l'été 2003, les sections nationales de TI ont réalisé des enquêtes sur le niveau d'application dans leur pays et préparé 11 rapports nationaux écrits. Après une réunion de 39 experts de 19 pays à Paris, en octobre 2003, TI a soumis un rapport au Groupe de Travail de l'OCDE sur la corruption contenant des recommandations pour surmonter les obstacles à l'exécution. TI a pressé les gouvernements de prendre une série de mesures telles que l'instauration d'autorités nationales centrales chargées de la mise en application, l'affectation de ressources plus importantes pour cette mise en application et la sensibilisation, la mise en place d'un plus grand nombre de voies de dénonciation et l'amélioration de la coopération juridique internationale, notamment avec les pays en développement.

Le processus de contrôle par les pairs pour assurer le suivi de la Convention revêt également une importance fondamentale et TI s'est efforcé de soutenir son fonctionnement. Après avoir pris conscience que le manque de personnel et de financements mettait en jeu le succès de l'opération (Phase II du suivi), TI a lancé une campagne à l'automne 2002 pour protester contre l'insuffisance du budget alloué au Secrétariat du Groupe de Travail de l'OCDE. Cette campagne a porté ses fruits : les pays signataires ont ratifié le financement intégral du processus de suivi pour 2003 et 2004. Ainsi, après l'unique pays contrôlé en 2001 (la Finlande) et les trois pays contrôlés en 2002 (les Etats-Unis, l'Islande et l'Allemagne), quatre autres pays ont été contrôlés par le Groupe de Travail de l'OCDE en 2003 (la Bulgarie, le Canada, la France et la Norvège) et sept évaluations supplémentaires sont prévues pour 2004. Les sections nationales de TI ont transmis leurs conclusions au Groupe de Travail de l'OCDE pour la plupart de ces contrôles.

Pour parer à la faiblesse persistante de la sensibilisation à la Convention, notamment parmi les entreprises des pays développés, TI s'est efforcé de rendre disponible une plus grande quantité d'informations sur la Convention et les législations nationales contre la corruption (via les médias et lors de conférences et d'ateliers organisés partout dans le monde).



## METTRE DE L'ORDRE DANS LES CRÉDITS À L'EXPORTATION

Au cours de l'année écoulée, TI a coopéré avec le Groupe de Travail de l'OCDE sur les crédits et assurances crédit à l'exportation (ECG) pour surveiller les progrès de l'application de la Convention de l'OCDE pour la lutte contre la corruption au niveau des transactions commerciales bénéficiant d'un soutien officiel du crédit à l'exportation. Les sections nationales des pays signataires de la Convention ont enquêté sur les progrès récents auprès de leurs Agences de Crédit à l'Exportation respectives et des ministères concernés. Dans son rapport d'avril 2003 à l'ECG, TI a souligné que, si la plupart des Agences de Crédit à l'Exportation avaient pris des mesures de lutte contre la corruption depuis 2000, des mesures plus sévères étaient nécessaires, notamment en cas de "preuves suffisantes de corruption".

## DÉVELOPPER DES NORMES UNIVERSELLES POUR LE SYSTÈME JUDICIAIRE...

Le Baromètre Mondial de la Corruption 2003 a montré que l'opinion percevait largement le système judiciaire comme corrompu. En novembre 2002, TI et le Programme mondial des Nations Unies contre la corruption ont favorisé la réunion de hauts magistrats d'une sélection de pays à La Haye. Ce groupe a finalisé le texte des "Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire". Param Cumaraswamy, le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats (et Vice-président de TI Malaisie) assistait à la réunion et a joint les Principes de Bangalore à son rapport à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU. Les Principes ont ensuite été approuvés par les Etats Membres de la Commission en avril 2003.

## ... ET LES MARCHÉS PUBLICS

TI a vivement invité l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à reconnaître l'importance de la lutte contre la corruption liée au commerce transfrontalier. L'OMC est la seule des grandes institutions de gouvernance mondiale à n'avoir pas encore lancé de programme de lutte contre la corruption. Lors de la réunion des ministres de l'OMC à Cancún, en septembre 2003, de nombreux pays ont refusé d'engager les négociations sur un accord sur la Transparence des Marchés Publics. Malgré l'occasion ratée de Cancún, TI presse l'OMC de continuer à travailler vers un accord multilatéral sur la transparence des marchés publics.

## La Convention des Nations Unies, un tournant pour le mouvement de lutte contre la corruption

Les négociations sur la Convention des Nations Unies contre la Corruption ont été couronnées de succès cet automne à Vienne et sa signature par les Etats devait avoir lieu à Mérida, au Mexique, du 9 au 11 décembre 2003. Cette Convention entrera en vigueur après avoir été ratifiée par 30 pays.

une avancée, une autre disposition appelant les Etats à incriminer la corruption dans le secteur privé a été rendue facultative. En outre, le suivi de la Convention sera laissé à la discrétion des Etats Membres, qui se rassembleront un an après l'entrée en vigueur de la Convention.

La Convention innove en établissant des normes et des directives pour la lutte contre la corruption à l'échelle mondiale et en encourageant la coopération internationale en matière de prévention et d'incrimination de la corruption ainsi que le recouvrement des fonds volés. TI a participé à toutes les séances de négociation en tant qu'observateur et a soumis, à chaque fois, des propositions au comité de rédaction.

Toutefois, ces deux années et demi de négociation ont connu des revers. Un important article réclamant des réformes législatives et politiques pour assurer la transparence et la responsabilité en matière de financement des partis politiques a été remplacé par une pâlotte disposition optionnelle. Bien qu'elle demeure

En tant que premier acte universel de lutte contre la corruption, la Convention offre une occasion unique de sensibiliser le public et de susciter un engagement à lutter contre la corruption. Toutefois, la volonté politique est essentielle au succès de la Convention, en particulier pour garantir l'efficacité de la prévention de la corruption et de la mise en œuvre de la Convention. TI a la ferme volonté de participer, avec l'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention des crimes, à un travail de suivi constructif visant à encourager les Etats à signer, ratifier et mettre en œuvre la Convention et à surveiller leurs progrès. Dans l'immédiat, il convient d'inciter les Etats de ratifier la Convention le plus vite possible, afin qu'elle devienne un acte valide et ayant force d'obligation.

« La corruption sape les fondements même de la démocratie et de l'Etat de droit, entraîne des distortions dans les transactions commerciales, entrave la croissance économique et prive beaucoup de leur droit à un partage équitable des ressources économiques et de l'aide indispensable à leur survie. »

Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, Juin 2003

### AFRIQUE

Du 10 au 12 juillet 2003, lors du sommet de Maputo, les chefs d'Etat de l'Union Africaine (UA) ont adopté la Convention de l'UA sur la prévention et la lutte contre la corruption, ouvrant ainsi la voie à un acte instrumentaire africain pour lutter contre la corruption et aider les pays à respecter les promesses qu'ils ont faites aux termes du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). La Convention de l'UA est désormais ouverte à la signature et à la ratification par les Etats Membres de l'UA et TI presse ces pays de faire preuve de leadership en s'engageant à respecter ce nouvel instrument. La Convention garantit l'accès à l'information et la participation de la société civile et des médias au contrôle de cet accès. Elle proscrie l'utilisation de fonds acquis par des pratiques illicites ou corrompues pour financer les partis politiques et exige des Etats parties qu'ils adoptent une législation favorisant le rapatriement des revenus de la corruption. Les sections africaines de TI ont participé activement aux délibérations et à la rédaction de la Convention et nombre de leurs recommandations ont été intégrées au texte définitif. La Convention doit être ratifiée par 15 pays avant d'entrer en vigueur. En vue d'accroître la sensibilisation à la Convention et l'engagement des citoyens dans le processus, TI a publié, en octobre 2003, une version en langage clair du texte de la Convention.

### AMÉRIQUES

La Convention Interaméricaine contre la Corruption de 1996 a désormais été ratifiée par 29 des 34 membres de l'Organisation des Etats Américains. Cette convention fournit un schéma directeur pour réduire la corruption dans le secteur public dans l'ensemble des Amériques. Elle réclame l'incrimination d'une série d'actes de corruption, une exécution accrue de la législation, l'amélioration de la coopération judiciaire et des mesures préventives plus fortes (ex : codes de conduite, déclaration des avoirs et protection des personnes qui dénoncent un acte de corruption).

Les 29 signataires, sauf deux, participent à un processus de suivi pour promouvoir la transposition et la mise en œuvre de la Convention. Dans une première phase, les gouvernements ont répondu à un questionnaire sur des dispositions spécifiques telles que les mesures préventives, les organismes de surveillance et l'implication de la société civile. Un Comité d'Experts intégrant des représentants de tous les pays participants a commencé à contrôler le respect de ces dispositions par les pays.

En 2003, le Comité a mené à bien le contrôle de l'Argentine, de la Colombie, du Nicaragua et du Paraguay. Les sections de TI de chacun de ces pays ont soumis une évaluation indépendante des réalisations de leurs pouvoirs publics au Comité. Celui-ci a publié

ses rapports définitifs, qui indiquent qu'il a tenu compte des conclusions de TI. En 2004, le Chili, l'Equateur, le Panama et l'Uruguay seront contrôlés à leur tour. Les sections de TI de ces pays ont déjà soumis leur évaluation au Comité.

TI a encouragé une large participation de la société civile et la transparence du processus de suivi. Plusieurs sujets d'inquiétude demeurent. Si le Comité a publié un grand nombre de documents sur le site Internet de l'OEA, certains des pays participant au processus ont refusé l'accès du public à leurs réponses au questionnaire. La lenteur excessive des contrôles est un autre problème. Au rythme actuel, la première phase du suivi ne sera pas achevée avant 2006. Le financement du processus doit également être assuré pour fournir le personnel nécessaire en vue de réaliser des évaluations approfondies, sérieuses et dans les délais.

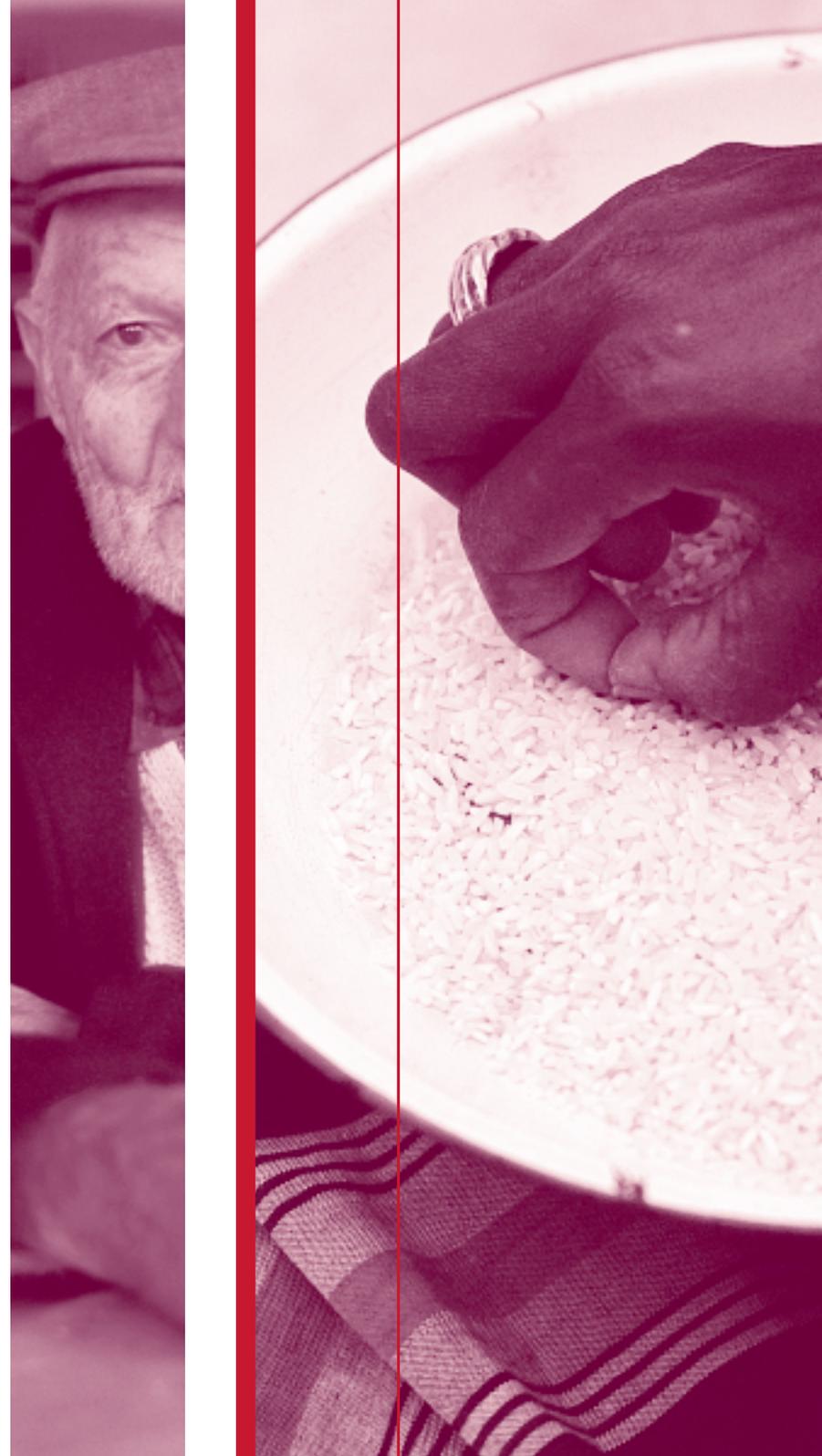
## ASIE-PACIFIQUE

Les Etats de la région Asie-Pacifique ont progressé dans les engagements qu'ils ont pris en vertu du Plan d'action de lutte contre la corruption en Asie et dans le Pacifique. Cette initiative, à laquelle 18 pays avaient souscrit en novembre 2003, définit les mesures prioritaires à prendre au niveau national dans les secteurs public et privé et la société civile. TI est représenté au sein du Comité de Pilotage depuis le départ et toutes les sections nationales de la région ont participé à la réunion annuelle du Plan, à Kuala Lumpur, en décembre 2003. Des représentants de TI Australie et de TI Indonésie ont assisté à la réunion du Comité de Pilotage en mars 2003 à Jakarta, laquelle était ouverte pour la première fois aux observateurs publics. L'exposé préparé par TI soulignait les articulations potentielles entre le Plan d'Action, la nouvelle Convention des Nations Unies contre la corruption et d'autres initiatives telles que l'Accord de transparence de la CEAP (Coopération Economique Asie-Pacifique).

## EUROPE

Alors que l'Union Européenne (UE) se prépare à accepter 10 nouveaux membres en 2004, la corruption figure toujours au sommet du calendrier. En Bulgarie, en République Tchèque, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie, les sections de TI ont surveillé les progrès de leur pays en matière de transposition de la législation européenne, tout spécialement en ce qui concerne les politiques de lutte contre la corruption. En novembre 2002, l'Open Society Institute a publié, en partenariat avec TI, dix études nationales sur les pays post-communistes candidats à l'adhésion. Ce rapport soulignait que, malgré de récents progrès, des failles persistent en matière de marchés publics et de corruption politique et concluait que l'UE devait étudier d'urgence comment contrôler les politiques de lutte contre la corruption, aussi bien jusqu'à l'adhésion qu'ultérieurement. En 2003, les sections de TI ont, une nouvelle fois, fourni des avis d'experts à la Direction de l'élargissement de la Commission Européenne pour ses rapports de progrès annuels sur les pays candidats à l'adhésion.

Par ailleurs, TI Bruxelles a surveillé l'évolution des politiques de lutte contre la corruption de la Commission Européenne elle-même et a fourni une contribution importante. Si la plupart des éléments du cadre juridique européen et international sont en place dans les pays de l'UE, on n'a, à ce jour, pas connaissance de cas présentés devant les tribunaux en vertu de la nouvelle législation sur la corruption transfrontalière. Cependant, depuis 2003, la Commission Européenne peut mettre à l'index une personne ou une entreprise impliquée dans des actes de corruption, même si elle n'a pas été condamnée par le verdict définitif d'un tribunal. Cette sanction exclut la partie concernée de tout contrat futur.



# Gros Plan sur l'Afrique



*Participants à l'atelier de TI, BAD et UA de Yaoundé*

En collaboration avec la Banque Africaine de développement et l'Union Africaine, Transparency International a organisé deux grands ateliers régionaux d'étude sur « Les Stratégies nationales de lutte contre la corruption et les programmes d'action ».

Le premier atelier a eu lieu à Addis-Abéba, en Éthiopie, du 27 au 30 janvier 2003. Cette rencontre a rassemblé des délégations de dix pays africains anglophones (l'Égypte, la Gambie, la Sierra Leone, le Soudan, l'Éthiopie, le Rwanda, le Malawi, le Mozambique, le Lesotho le Swaziland). Y ont convergé des personnes ressources venues d'Ouganda, d'Afrique du Sud, du Botswana, du Zimbabwe, du Nigeria et du Ghana.

Le second atelier s'est tenu à Yaoundé, au Cameroun, du 6 au 9 octobre 2003. Ce forum a regroupé des délégations venues de 16 pays africains francophones. Les pays représentés étaient l'Algérie, l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Cape Vert, la République Centrafricaine, la Côte d'Ivoire, Madagascar, la Mauritanie, le Sénégal, la République Démocratique du Congo, ainsi que la Tunisie, le Mali, le Burkina Faso, le Bénin, le Cameroun et le Rwanda.

# Stratégies pour la définition d'une approche transnationale de lutte contre la corruption en Afrique :

COOPÉRATION ENTRE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD),  
L'UNION AFRICAINE (UA) ET TRANSPARENCY INTERNATIONAL (TI)



Participants à l'atelier TI, BAD et UA de Yaoundé

L'objectif de ces deux ateliers était double :

1. élaborer des stratégies à partir de l'expertise régionale et internationale acquise par les trois institutions partenaires dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption considérées sous leurs différents aspects.
2. aider les participants à élaborer des stratégies et des programmes d'action anti-corruption au niveau national. Cette assistance permettrait également de soutenir les efforts qu'ils déploient pour renforcer les chances de mise en œuvre des stratégies déjà existantes ; cela aurait aussi pour corollaire de pouvoir mieux déterminer où se situent les limites en termes de ressources et de capacités, dans le cadre de la lutte contre la corruption.

La délégation de chaque pays était composée d'acteurs divers, tels qu'avocats et décideurs politiques, représentants des agences anti-corruption spécialisées, hauts fonctionnaires délégués par le ministère de la Justice et des Finances de leur pays respectif, de représentants élus des différents parlements, mais aussi de représentants du secteur privé, des médias et d'autres sphères de la société civile. Outre les spécialistes délégués par TI, par la Banque Africaine de Développement et par l'Union Africaine, des experts reconnus de l'Institut de la Banque Mondiale (WBI) et de la Coalition Globale pour l'Afrique (GCA) ont participé à ces forums.

L'un des principaux aboutissements de ces ateliers a été d'obtenir un consensus au sein de la délégation de chaque pays sur le cadre dans lequel doivent s'inscrire les stratégies et les programmes nationaux anti-corruption, l'objectif étant de ne pas s'incliner devant ce défi que constitue la corruption, mais de la combattre systématiquement, d'améliorer l'efficacité et l'efficacé des mesures prises, de renforcer la coopération transnationale et de réduire la duplication des activités des partenaires bilatéraux et multilatéraux dans leurs efforts pour soutenir la lutte contre la corruption.

Les deux ateliers ont été organisés dans un environnement qui favorise la lutte contre la corruption au niveau continental en Afrique, avec l'adoption, dans un premier temps par le Conseil Exécutif de l'Union Africaine à N'djamena, au Tchad, les 5 et 6 mars 2003, de la Convention de l'Union Africaine pour la Prévention et la Lutte contre la Corruption et infractions assimilées. La Convention a été finalement adoptée par les Chefs d'État lors de leur sommet à Maputo, au mois de juillet 2003 au Mozambique.

# Stratégies pour une approche transnationale de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées

## 3<sup>ÈME</sup> RENCONTRE RÉGIONALE DES SECTIONS AFRICAINES DE TRANSPARENCY INTERNATIONAL À YAOUNDÉ, CAMEROUN 9-11 OCTOBRE 2003

*Me Akere Muna, M. David Nussbaum,  
M. Peter Mafany Musongue et M. John  
Makumbe lors de la cérémonie  
d'ouverture de la rencontre des sections  
africaines de TI.*

La 3<sup>ème</sup> Rencontre Régionale s'est tenue au Palais des Congrès de Yaoundé du 9 au 11 octobre 2003 sous le haut patronage de M. Peter Mafany Musongue, Premier Ministre de la République du Cameroun. La rencontre a réuni des membres actifs de TI venus de 22 pays africains, mais également certains des principaux partenaires de TI, dont Ireland Aid et l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), qui participaient à ce forum en qualité d'observateurs. La rencontre a mis l'accent sur la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption et infractions assimilées, récemment adoptée par l'Union africaine, et sur le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Les participants ont également débattu des stratégies pour la campagne de ratification de la convention, qui requiert la signature de quinze Etats-parties pour pouvoir entrer en vigueur. Ils ont aussi saisi cette occasion pour procéder à une évaluation des stratégies de TI au niveau international et à l'échelle du continent africain. En outre, ils ont présenté d'importants rapports nationaux (Algérie, Burkina Faso, Ghana,



Kénya, Niger, Afrique du Sud, Sierra Leone, Sénégal, Ouganda, et Zimbabwe) et partagé leurs analyses de l'expérience qu'ils ont de la lutte contre la corruption au niveau national. La conférence a également donné aux participants l'occasion d'en apprendre plus sur l'expérience acquise en Amérique latine en matière de suivi d'une convention. C'est le thème développé par M. Roberto Courtney, directeur exécutif de la Fundacion Etica transpencia, qui s'est exprimé sur la mise en œuvre de la convention anti-corruption de l' Organisation des États Américains (OEA). M. Courtney a souligné les difficultés rencontrées dans la mise en place du processus de suivi de cette convention et donné son point de vue sur les pratiques exemplaires dans la

région latino-américaine, qui convergeait avec celui des autres participants.

Durant les sessions plénières Messieurs David Nussbaum, Directeur Exécutif de TI, Muzong Kodi, Directeur Exécutif pour l'Afrique et le Moyen-Orient, Akere Muna, Président de TI Cameroon, Madame Moutngui, déléguée par le Ministère de la Justice et M. Gabriel Neville de TI Afrique du Sud, ont présenté respectivement des communications sur les changements stratégiques que TI est en train d'opérer, sur la stratégie de TI à l'échelle internationale, les Conventions de l'Union africaine, de l'ONU et le NEPAD. Ces présentations ont permis aux participants de connaître l'objet des différents groupes de travail. Ceux-ci étaient orientés selon quatre axes principaux :

1. Axe 1 : vision, mission, valeurs et approches de TI tels qu'ils figurent dans l'ébauche de plan stratégique ;
2. Axe 2 : formulation d'un Plan Stratégique et évaluation de sa pertinence par rapport

à la vision qu'ont les participants des idéaux de TI ;

3. Axe 3 : stratégie régionale du Département Afrique de TI ;
4. L'axe 4 portait sur le NEPAD et son African Peer Review Mechanisms (mécanismes de contrôle des pairs)

La rencontre de Yaoundé comprenait également un programme culturel. Des concours intéressants ont ponctué ce forum, dans les domaines musical, littéraire et théâtral, ainsi qu'un concours de bande dessinée, tous ayant pour thème la corruption.

Les lauréats des différentes compétitions sont : dans la catégorie musique: 1er prix : Ngowgang Mbomen ; essai : 1er prix : Eric Fonje Jowg ; théâtre: Victor Epie Ngome ; BD : Essama Jean Aime

**C'EST LE KÉNYA QUI VA ACCUEILLIR  
LA PROCHAINE RENCONTRE  
RÉGIONALE DES SECTIONS  
AFRICAINES EN 2004.**

# Quelques activités des sections en Afrique et Haiti



## CAMEROUN :

Brochure de présentation de la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la lutte contre la Corruption et infractions assimilées.

TI Cameroon vient, sous la direction de Me Akere Muna, président de la section, de produire la version condensée de la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption et infractions assimilées.

Au vu de l'importance de ce document et du rôle prépondérant des citoyens dans la cadre de la lutte contre la corruption, il était indispensable de rendre la convention accessible à tous les acteurs de la lutte contre la corruption sur le continent. L'ouvrage ainsi finalisé s'adresse à tous les acteurs de la lutte contre la corruption en Afrique, aux instituts de recherches, universités et à tous ceux qui sont désireux de mieux comprendre la Convention de l'Union Africaine et d'en faire un outil de travail dans le cadre de leurs activités de plaidoyer. La présente version condensée de la convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la lutte contre la corruption a été publiée en anglais et en français et sera également disponible en arabe et portugais.

Vous pouvez commander le manuel en vous adressant au Secrétariat International ou à TI Cameroon dont les coordonnées figurent à la fin du présent rapport.

## HAITI :

Enquêtes nationales d'intégrité de la Fondation Heritage pour Haiti

De novembre à décembre 2003, la Fondation Heritage pour Haiti a réalisé, avec l'aide du cabinet de consultants Francis Gratia, Consultants, Et Ass, deux sondages nationaux à petite échelle auprès de 315 ménages et 40 entreprises des secteurs formels ( 25) et informels (15).

Les enquêtes avaient pour objectifs principaux de :

- Recueillir un ensemble de données factuelles susceptibles d'aider à mieux appréhender et éclairer le phénomène de la corruption en Haïti dans ses manifestations diverses, sa fréquence, mais également d'évaluer son impact au niveau socio-économique du pays.
- Fournir à la Fondation Heritage pour Haiti des éléments propres à aider à la conception et à l'élaboration de stratégies de réponse et d'instruments de lutte appropriés sur la base desquels la Fondation pouvait fonder son travail de plaidoyer.

Le rapport préliminaire des deux enquêtes est arrivé aux conclusions suivantes :

- Le grand public et les opérateurs économiques dans les centres urbains et péri-urbains perçoivent bien la réalité du phénomène de la corruption, répandue dans les secteurs public et privé, mais n'en appréhendent pas toujours les conséquences véritables, d'où la nécessité de mener une campagne de sensibilisation à l'échelle nationale à ce sujet.
- La corruption dans les zones rurales dépourvues de société de prestations de services reste difficile à cerner.
- L'attitude face au problème de la corruption est assez ambivalente et fonction du statut social des personnes interrogées. Les personnes de couches aisées sont beaucoup plus ouvertes et en parlent sans ambages, contrairement à celles qui appartiennent aux groupes sociaux moins privilégiés. Les conclusions définitives de cette première initiative seront disponibles dans un avenir proche et la Fondation Heritage pour Haiti entend réitérer l'exercice à une plus grande échelle.

## KENYA :

Indice Kenyan sur le versement des pots de vin

TI Kenya a mené une enquête sur l'Indice Kenyan de Corruption en milieu urbain en 2001 et 2002, dont les objectifs principaux étaient doubles : répertorier les cas de versement de pots de vin rencontrés par le public au sein d'institutions publiques ou privées ; mais également, établir des statistiques suffisamment substantielles sur l'amplitude et l'incidence de paiement des pots de vin. Ces dernières données devraient en effet permettre d'apporter conseils et soutien aux instances compétentes dans le but de définir des objectifs de résultat et d'assurer le suivi des réformes, et de sensibiliser le public. Un échantillon de 1,164 personnes dans 6 villes avait participé à ce sondage en 2001 et 2,321 (dont 1,461 en zone urbaine et 860 en zone rurale) lors de sa seconde édition en 2002.

Les grandes tendances qui se dégagent sont similaires pour les deux éditions :

- ✓ En matière de corruption, l'offre et la demande convergent lors de 2 rencontres sur 3 avec des représentants du secteur public ;



Participants à la formation en développement de compétence sur la communication, Dakar, Sénégal

## SÉNÉGAL :

### Formation en journalisme d'investigation

- ✓ Les autorités chargées du respect de la loi apparaissent comme très corrompues dans 9 cas sur 10, suivies par les instances régulatrices (8 cas sur 10) et les institutions en charge de l'emploi (7 cas sur 10).
- ✓ La police est l'institution publique qui détient le plus triste record, suivie par les services chargés de l'immigration.

Parmi les principales retombées de cette enquête, l'on peut mentionner l'instauration et le renforcement d'un partenariat entre TI et le secteur public, les autorités portuaires, les services de police chargés de la circulation. À cela s'ajoutent, entre autres, les nouvelles possibilités qui s'offrent à TI Kenya de défendre ses positions et d'émettre des recommandations et l'assistance que requièrent d'autres sections telles que celle du Botswana ou le Ghana. L'enquête a été menée sur une base annuelle et la taille de l'échantillon doit augmenter pour les éditions suivantes. L'édition 2004 doit être publiée début février 2004.

Du 16 décembre 2002 au 4 janvier 2003, le Forum Civil, section de TI au Sénégal et l'Institut Supérieur des Sciences de l'Information et de la Communication de Dakar (ISSIC) ont organisé un atelier de formation sur le journalisme d'investigation.

La formation a passé en revue des enquêtes réalisées par les journalistes au cours de leurs activités professionnelles. Ces enquêtes ont fourni une image étonnante de la corruption systémique, qui lèse avant tout les intérêts du public, et a une incidence négative sur les activités économiques de tous les secteurs (public et privé) :

- Il existe de nombreux types de corruption dont les caractéristiques varient : les différentes enquêtes ont fait état d'un grand nombre de types de corruption, allant du détournement de fonds de l'Etat, au vol de biens publics sans oublier la corruption destinée à réduire les délais d'attente et la corruption pour obtenir un pouvoir de monopole ou pour la passation de marchés de l'Etat

- Les causes institutionnelles de corruption varient et incitent à définir des priorités différentes pour les réformes : la fragilité des institutions judiciaires est l'une des principales causes de la corruption. Les insuffisances de la réglementation ont une importance moindre.
- Les entreprises paieraient moins d'impôts si la corruption était éliminée : la corruption a des incidences lourdes pour les finances publiques. Un grand nombre de pots-de vin sont versés aux agents de l'Etat, pour éviter d'avoir à payer des impôts, des droits de douane et d'autres dettes envers l'Etat. En outre, d'autres types de paiements illicites peuvent l'emporter sur le paiement des impôts et des autres dettes à l'Etat.

Cet atelier de formation destiné à 22 journalistes de la presse sénégalaise, s'est également beaucoup penché sur les notions de liberté et de responsabilité des hommes de média. En effet, si l'on considère le principe de la liberté d'expression, fondement des libertés de la presse et de l'information, le journaliste placé

au carrefour de cette liberté et de celle de l'individu est gravement interpellé. Se croit-il tout permis ? Jusqu'où peut-il aller ? Est-il tenu par le respect des convenances ? Comment doit-il se comporter pour éviter de tomber dans le journalisme de connivence avec ce penchant à vivre en état de complicité et de complaisance avec les sources d'information et les milieux de son domaine d'activité ?

Seulement trois mois après la tenue de cette formation des médias, le Forum Civil a noté une nette amélioration du traitement de l'information au Sénégal. Auparavant, le Forum Civil était très souvent sollicité pour prendre position et fournir des analyses sur les cas de corruption, considéré au Sénégal comme l'interlocuteur privilégié sur ces sujets, il l'est beaucoup moins depuis un ou deux mois. Le Forum Civil considère que les médias produisent désormais leur propre réflexion, certains journalistes devenant même des spécialistes.

## Programmes régionaux du département Afrique du Secrétariat International



*Participants à la formation  
en planification stratégique,  
Ouagadougou, Burkina Faso*

### **RENFORCER LES CAPACITÉS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN AFRIQUE FRANCOPHONE DANS LE CADRE DE LEUR LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

L'objectif du programme de renforcement des capacités des organisations de la société civile en Afrique francophone est de doter les sections nationales et les contacts officiels de Transparency International (TI) dans certains pays de l'Afrique subsaharienne francophone des moyens leur permettant de mener à bien leur travail de lutte contre la corruption. Le but ultime du programme est de promouvoir des réformes qui réduiraient la corruption et renforceraient la transparence, l'obligation redditionnelle et la bonne gouvernance dans les pays considérés. Les groupes bénéficiaires du programme sont les suivants : le Bénin, le Burkina-Faso, le Burundi, le Cameroun, le Tchad, la Guinée le Gabon, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, l'Ile Maurice, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Les composantes du programme se présentent comme suit :

Le renforcement institutionnel, en apportant aux sections nationales et aux contacts officiels les compétences, les techniques et l'infrastructure de base pour qu'ils puissent promouvoir les réformes institutionnelles et politiques nécessaires à la réduction de la corruption en Afrique francophone en mettant à la disposition des groupes cibles

- les moyens généraux nécessaires à l'organisation, la gestion, l'expansion et au financement d'une ONG, ci-après appelés « compétences de l'ONG »; et échanges de section à section.
- les techniques particulières spécifiques à la lutte contre la corruption à travers des formations ou des missions d'assistance technique. De plus, afin d'utiliser efficacement ces compétences, les sections nationales ont besoin aussi d'un minimum d'infrastructure de fonctionnement, fourni par un fonds d'appui institutionnel.

Le développement de la base de la connaissance et de l'information sur la corruption, à la disposition des pays de l'Afrique francophone par la réalisation des versions perfectionnées de l'enquête nationale sur la corruption et la traduction et la diffusion de matériel de TI et d'autre matériel en rapport avec la lutte contre la corruption.

### **PROMOUVOIR L'ADOPTION ET LA RATIFICATION, LE SUIVI ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE L'UNION AFRICAINE SUR LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

L'objectif global de cette initiative est de promouvoir l'adoption, la ratification, la mise en place et le suivi de la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la lutte contre la Corrup-

tion, tout en s'efforçant d'encourager les acteurs de la société civile, les journalistes et les parlementaires en les dotant des moyens nécessaires pour utiliser cet instrument ; le but poursuivi est de rendre les gouvernements responsables devant leurs concitoyens, et l'idée, de renforcer la capacité de ces groupes d'acteurs et de les encourager à adopter un rôle plus visible dans cette approche nouvelle.

Avec la récente adoption de l'ébauche de Convention de l'Union Africaine (UA) sur la Prévention et la lutte contre la Corruption et infractions assimilées en Afrique, l'on dispose maintenant d'une plate-forme appropriée pour la coopération et la collaboration. En effet, ce texte est un instrument efficace pour assister les gouvernements dans la mise en place de pratiques permettant la promotion de la responsabilité et de la transparence.

L'objectif étant :

- d'élaborer et de diffuser des versions de la convention de l'UA rédigées dans un style simple, direct et convivial ;
- de mener des études sur les pays membres de l'Union Africaine, de procéder à leur évaluation et à leur diffusion ;
- de préparer et de diffuser le Kit Media ;
- d'organiser des conférences de presse et d'autres événements destinés à la diffusion de la Convention par les partenaires nationaux de TI ;
- d'organiser deux ateliers pour les journalistes ;
- d'organiser deux ateliers pour les activistes de la société civile ;

- de préparer et de diffuser un guide pour la ratification ;
- d'appuyer l'action des parlementaires en les guidant dans leurs travaux d'évaluation et de ratification de la Convention, en collaboration avec APNAC ( L'Association des parlementaires Africains) ;
- pour TI et ses partenaires en Afrique, de mener des actions de lobbying auprès des représentants du gouvernement et des partenaires avant la signature et la ratification de la Convention ;
- d'organiser un atelier d'évaluation et d'élaborer un programme d'action pour le suivi ainsi qu'un processus de contrôle qui puissent recevoir l'assentiment de tous ;
- de traduire en français, en portugais et en arabe, voire en anglais si nécessaire tous les documents requis, voire tous ceux qui ont fait l'objet d'une publication.

#### SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DU NEPAD ET ANALYSER SON IMPACT POUR LES ACTIONS ANTI-CORRUPTION EN AFRIQUE

L'un des axes prioritaires des Sections nationales de TI en Afrique est de mettre en exergue le rôle de la société civile dans le processus de mise en place du NEPAD. À cette fin, les partenaires de TI en Afrique ont donné mandat à TI Afrique du Sud, lors de leur réunion annuelle à Accra, au Ghana en avril 2002, pour devenir le fer de lance de la coordination des approches de TI concer-

nant le NEPAD. Deux composantes fondamentales du NEPAD sont d'un intérêt particulier pour le mouvement de TI :

- promouvoir et protéger la démocratie et les Droits humains en élaborant des normes claires de responsabilité, de transparence et de gouvernance dans un cadre participatif.
- Institutionnaliser un cadre légal et régulateur transparent pour les marchés financiers ainsi que pour la vérification des comptes des entreprises privées et publiques.

Les objectifs principaux du programme sont les suivants :

- faire avancer le processus consultatif- échanges en matière d'expertise et d'expérience - au sein des sections africaines de TI au sujet du NEPAD ;
- renforcer les sections africaines de TI et leur donner la capacité de s'engager dans le processus du NEPAD ;
- renforcer la compréhension des implications du NEPAD dans le domaine de la lutte anti-corruption, au sein des sections de TI ;
- donner aux sections africaines de TI les approches stratégiques requises en matière de défense des objectifs au cours des débats constitutifs sur le NEPAD et la lutte anti-corruption et
- créer un groupe de travail consultatif sur les intérêts des sections africaines, chargé spécifiquement des questions relatives au NEPAD et à ses implications.

### PROMOUVOIR L'ACCÈS À L'INFORMATION

L'objectif primordial de notre Initiative pour l'accès à l'information est de créer une nouvelle dynamique pour une gestion de l'État moins opaque dans les pays africains, tout en encourageant des spécialistes responsables et qualifiés afin qu'ils utilisent cet instrument qu'est la transparence pour rendre les gouvernements et l'administration responsables devant leurs concitoyens. Le volet « renforcement des capacités » de ce programme est d'une importance croissante dans ce sens où TI considère qu'au niveau de la société civile, c'est une des conditions sine qua non pour mener la lutte contre la corruption. Le programme proposé ne s'attache pas spécifiquement aux questions relatives au genre ou à l'environnement ; cependant, il pourrait contribuer indirectement à réduire la pauvreté. La responsabilité de ce programme revient exclusivement aux sections nationales de TI et le suivi devrait être aisé à organiser. Étant donné que l'objectif de cette initiative est de faire en sorte que les acteurs locaux aient la capacité d'opérer, il n'est nul besoin d'une stratégie spécifique de désengagement. Le programme en lui-même permet l'émergence et la diffusion des connaissances en Afrique, par les Africains et pour les Africains.

Le programme a pour objectifs :

- d'atteindre un haut degré de compréhension de la dynamique des phénomènes de corruption, en particulier dans les pays africains et de rassembler les connaissances acquises en matière de corruption dans ces pays ;
- d'acquérir des connaissances précises sur l'état actuel de la législation et de la pratique en termes d'accès à l'information dans les différents pays africains ;
- de donner à la société civile la capacité d'agir en matière d'accès à l'information, en utilisant les connaissances récemment acquises pour décider des programmes d'action concrets pour l'avenir ;
- de créer un réseau de spécialistes engagés (d'acteurs de la société civile, de journalistes, de juristes, etc.) qui s'intéressent aux questions relatives à l'accès à l'information et à la transparence dans l'administration et
- d'augmenter les connaissances techniques ainsi que le niveau de conscience éthique des journalistes d'investigation afin de les encourager à enquêter, mais également de les aider à suivre efficacement le développement de la politique générale et administrative de leur pays.





Selon Christine Munalula, il est impossible de « rater » la corruption en Zambie. « Il suffit d'entrer dans n'importe quelle institution publique pour la voir », dit-elle, « elle est endémique ».

Dans son précédent travail de sensibilisation des citoyens à la gouvernance et aux droits de l'homme, Christine Munalula a réalisé qu'un grand nombre des problèmes auxquels ils étaient

confrontés pouvaient être imputés à la corruption. « A quoi bon faire de l'éducation civique si les structures et les institutions elles-mêmes sont pourries ? » s'interroge-t-elle ?

A 34 ans, la Directrice Exécutive de TI Zambie est impliquée dans la section nationale de TI dans ce pays depuis sa création. Assistante sociale de formation, Christine Munalula s'est vue confier la tâche de coordonner un tout jeune groupe de contact de TI et l'a développé jusqu'à créer la section. Aujourd'hui, après seulement deux ans, TI Zambie est une ONG indépendante employant six personnes et soutenue par un large réseau de bénévoles.

Toutefois, le groupe a de grands défis à relever. Christine Munalula souligne que les 10 années de gouvernement de l'ancien président Frederick Chiluba ont été accompagnées d'une « érosion quasi-totale du droit ». L'étude du Système National d'Intégrité de la Zambie, récemment publiée par TI, a révélé que « la corruption a infiltré les structures de l'Etat, de la Présidence aux plus petits fonctionnaires ».

Christine Munalula note que le gouvernement actuel du Président Levy Mwanawasa a jusqu'ici inscrit la lutte contre la corruption dans ses priorités. Il a donné son feu vert aux enquêtes sur des présomptions de corrup-

tion pendant l'ère Chiluba et a réclamé la levée de l'immunité de l'ancien président.

Interrogée sur la réforme la plus urgente à mener en Zambie, Christine Munalula répond que la constitution, qui concentre le pouvoir aux mains du président, doit être amendée. « Si vous avez un bon président, ça peut aller. Mais si vous avez un mauvais président, vous avez vraiment un problème », dit-elle. « Nous ne pouvons pas dépendre de la bonne volonté des personnes au pouvoir. Nous avons besoin d'institutions plus fortes que les individus ».

TI Zambie s'efforce de rendre les lois et les institutions plus efficaces en prévenant la corrup-

tion. L'étude la plus récente du groupe se concentre sur l'utilisation et la gestion des fonds publics.

« Aujourd'hui, quand nous soulevons un problème, le gouvernement nous répond » ajoute-t-elle. En 2002, quand la section a publié son Indice National de Perceptions de la Corruption, qui évalue la vision du public sur les institutions du pays, la police, jugée l'institution la plus corrompue, et l'organisme de gestion des pensions ont réagi par des campagnes d'image. « C'est prometteur », estime Mme Munalula. TI Zambie a maintenant l'opportunité de s'engager auprès des pouvoirs publics. Le groupe cherche aussi à mobiliser le pub-

lic à l'aide de brochures, de pièces de théâtre et d'ateliers au niveau communautaire.

Mais si l'avenir semble radieux, Christine Munalula se refuse catégoriquement à être optimiste et dit qu'elle tire seulement parti de la situation actuelle. La volonté politique de lutter contre la corruption est actuellement forte en Zambie. « Nous en profitons pour essayer d'obtenir un grand nombre des réformes que nous souhaitons... Avant qu'ils ne changent d'avis ! » conclut-elle.

YURI BATURIN : Un autre pas de géant pour Yuri Baturin, Président de TI Russie



Yuri Baturin est l'un des rares privilégiés à pouvoir inscrire dans la liste de ses professions : avocat, mathématicien, politologue, journaliste, écrivain et cosmonaute ! Dans son rôle de cosmonaute, Yuri Baturin compte même parmi ses attributions de haut vol le patronage de Dennis Tito, le premier touriste de l'espace, dans la Station Spatiale Internationale. Toutefois, le

dernier catapultage de Yuri Baturin s'est déroulé sur Terre puisqu'il a atterri à Transparency International Russie, dont il est le Président depuis 2000.

Yuri est né en 1949, a une femme et une fille et a passé une grande partie de sa vie à Moscou. Il a étudié le génie aérospatial, le droit et le journalisme en plus de fréquenter l'Académie Militaire de l'Etat-majour. Il a été consul-

tant auprès de la Fondation Gorbatchev au début des années 1990 et a reçu de nombreux prix, y compris le titre de « Héro de la Fédération de Russie » (2001).

Interrogé sur le nombre de métiers qu'il a exercés, il répond : « Le changement fait partie intégrante de la vie. Si vous utilisez bien ces changements, vous ne ressentirez pas de regrets lorsqu'un chapitre se ferme mais

vous prendrez vos nouvelles fonctions avec enthousiasme et énergie ». Et qu'est-ce qui lui a fait endosser la casquette de militant de la lutte contre la corruption comme nouveau métier ? Il admet qu'il s'y sent obligé : « Entre accepter le statu quo et lutter contre la corruption, que devais-je faire ? »



L'exploitation forestière illégale a un lourd impact sur l'environnement de l'Indonésie, affirme Emmy Hafild. La Secrétaire Générale de TI Indonésie, 41 ans, brosse un tableau sombre de la gestion forestière en Indonésie. La majeure partie des forêts naturelles du pays a disparu, dit-elle, et le petit nombre restant dans les parcs nationaux est menacé. Et quelle est la principale raison du taux de déforestation astronomique de l'Indonésie ? La corruption.

La situation ne fait qu'empirer, prévient Emmy Hafild. Par le passé, l'octroi de permis d'abattage ainsi que le contrôle des plans de production et de reboisement dépendait du Ministère de la Sylviculture. C'était un processus fermé ; les concessions étaient attribuées aux amis de l'ancien Président Mohamed Suharto et à des entreprises appartenant à l'armée. Si la corruption se limitait auparavant au petit cercle des alliés de Suharto, elle s'étend désormais à tous les secteurs et même les citoyens ordinaires sont contraints d'y participer par la mafia.

Après deux décennies de lutte pour la protection de l'environnement, Emmy Hafild explique que la transition vers la lutte contre la corruption était toute

naturelle, puisque la corruption est au cœur des mauvaises politiques environnementales. « Tout le système est actuellement corrompu », dit-elle. « Un changement de politique n'aura que peu d'effets tant que la corruption persiste ».

Mais TI Indonésie, qu'Emmy Hafild a co-fondé en 2000, ne s'attache pas seulement aux problèmes environnementaux. Notre principal objectif, dit-elle, est de sensibiliser les Indonésiens à l'importance de la lutte contre la corruption pour qu'ils repartent avec ce message : « la corruption, c'est le vol de l'argent des citoyens ». La section exerce un contrôle et des pressions pour la transparence et la reddition des comptes dans la gestion des fonds publics, notamment au

niveau des impôts fonciers, de la caisse de sécurité sociale des travailleurs et du fonds pour les pèlerinages des Musulmans géré par l'Etat. Sur ces projets, et sur d'autres, la section coopère avec les pouvoirs publics locaux. Récemment, trois districts ont accepté de participer à des projets pilotes qui introduisent une stratégie globale de lutte contre la corruption en établissant le budget de manière participative.

Interrogée avec insistance, Emmy Hafild admet qu'elle prend des risques personnels. Son téléphone et son portable sont sur écoute, nous dit-elle. Toutefois, le fait que la section ne réalise pas elle-même des enquêtes de corruption décharge un peu TI Indonésie de la pression. Par contre, ses amis d'Indonesia Corrup-

tion Watch et d'autres ONG locales font face à des menaces constantes et sont notamment harcelés par des gangs de « voyous » embauchés par les partis politiques.

Emmy Hafild fait preuve d'un optimisme prudent quant à l'avenir. Elle se souvient des déceptions connues depuis 1998, quand les Indonésiens avaient eu l'espoir d'une rapide transition vers un système propre et démocratique. « La réduction de la corruption est une longue marche, pas un sprint » dit-elle. Si certains progrès ont été faits – par exemple l'approbation tant attendue en décembre 2002 de la loi créant une commission de lutte contre la corruption – la volonté politique fait toujours défaut.

Dans la perspective des élections présidentielles et générales de l'an prochain, TI Indonésie milite ardemment pour la transparence et la reddition des comptes en politique et surtout pour la présence des candidats intègres à l'élection présidentielle. « Avec un peu de chance, les élections de l'année prochaine seront propres et nos nouveaux dirigeants seront plus responsables que les dirigeants actuels ».

L'année où Yuri Baturin a rejoint TI, la Russie se classait 82<sup>ème</sup> sur 90 dans l'Indice de Perceptions de la Corruption 2000. Les années écoulées ont vu une légère amélioration. Le Baromètre Mondial de la Corruption publié cette année brosse un tableau plus nuancé et identifie les partis politiques et la police comme les institutions les plus

corrompues du pays. Le Rapport Mondial sur la Corruption 2003 souligne que « dans ces circonstances, les gens sont tout prêts à s'entraider mais hésitent à essayer de faire mieux fonctionner des institutions démocratiques dont ils se méfient ».

Yuri Baturin en a parfaitement conscience mais entrevoit une solution dans la corrélation entre corruption et développement : « Plus l'économie s'améliorera, moins il y aura de corruption ; plus la vraie démocratie se développera, moins il y aura de corruption et plus l'Etat de droit sera sain, moins il y aura de corruption ». Yuri Baturin croit que

la Russie n'a pas besoin de réformes spécifiques pour lutter contre la corruption. Il s'attache plutôt aux recherches sur la corruption et à la liberté de l'information, avec la conviction que celles-ci permettront automatiquement d'étouffer la corruption et de stimuler le développement. Ces convictions se reflètent dans le travail de TI Russie et

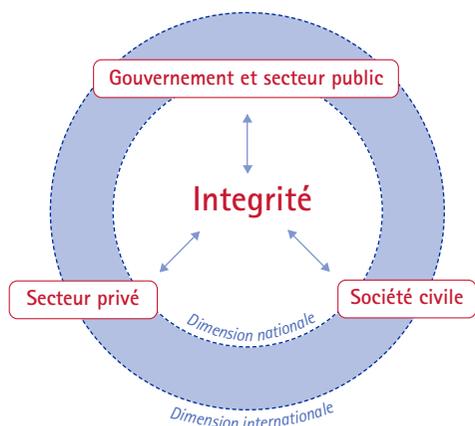
la recherche d'informations détermine les projets de la section à l'échelle nationale et régionale.

Les multiples talents, l'engagement et la richesse de l'expérience de Yuri Baturin le placent dans une situation idéale pour combattre la corruption en Russie et Transparency International est enchanté de le

compter parmi ses membres. « Une période éprouvante nous attend », dit-il, « mais l'avenir s'annonce bien, croyez-moi ! »

# Planifier l'avenir

« A l'heure où TI entre dans sa deuxième décennie d'existence, l'organisation doit faire face à un paysage mondial en pleines mutations » estime David Nussbaum, Directeur Général du Secrétariat de TI. Pour structurer son développement au cours des trois à cinq années à venir, TI a entrepris un processus de planification stratégique.



En 2003, Transparency International a célébré son dixième anniversaire. TI a accompli beaucoup au cours de la décennie écoulée et est aujourd'hui reconnu comme la plus grande ONG de promotion engagée dans la lutte contre la corruption au niveau national et international. Malgré les progrès accomplis, la corruption reste une force malveillante qui entraîne la pauvreté et mine la vie politique, économique et sociale.

## UN CADRE STRATÉGIQUE

Le processus de planification stratégique a occasionné des consultations étendues au sein même du mouvement et avec des partenaires. Le plan nous a permis de définir la vision et la mission de TI et de développer un consensus sur l'objectif et les priorités du travail de TI.

Par ce dialogue, TI a pu exprimer clairement sa vision comme celle d'un monde dans lequel les pouvoirs publics, la politique, l'économie, la société civile et la vie quotidienne des gens ne sont pas touchés par la corruption.

TI souhaite développer une expertise de plus en plus ciblée tout en favorisant une participation et un soutien plus larges, en particulier par l'intermédiaire de ses Sections Nationales. Pour réaliser cette vision, TI définit sa mission comme le fait d'œuvrer à créer le changement vers un monde dénué de corruption.

Le processus de planification a également impliqué une réflexion sur les caractéristiques distinctives de l'organisation. TI s'appuiera sur les forces ci-dessous pour accomplir sa mission :

- Accent clairement placé sur la corruption
- Expertise nationale et internationale via le vaste réseau de Sections Nationales, le Secrétariat International, les bénévoles et les conseillers
- Développement d'outils et de ressources documentaires à l'échelle nationale et internationale
- Concentration sur la formation de coalitions.

Les délibérations ont dégagé des domaines spécifiques sur lesquels TI devra se concentrer au cours des trois à cinq prochaines années à savoir les programmes, la comptabilité et le financement et l'organisation.

# TI définit sa mission comme le fait d'œuvrer à créer le changement vers un monde dénué de corruption.

## PROGRAMMES

Le processus de planification stratégique a fourni l'opportunité d'établir la liste des domaines prioritaires dans la lutte contre la corruption. Quatre « priorités universelles clés » ont été identifiées :

- Réduire la corruption en politique
- Réduire la corruption dans la passation des marchés publics
- Améliorer les normes de lutte contre la corruption du secteur privé
- Promouvoir les conventions internationales contre la corruption

En allant de l'avant, TI continuera de développer des programmes à l'échelle nationale et internationale. L'organisation insistera davantage sur le développement de stratégies et d'initiatives basées sur des recherches solides. TI renforcera sa voix en se concentrant davantage sur la définition, l'expression et la promotion de ses stratégies et perspectives.

## COMPTABILITÉ & FINANCEMENT

Des lignes directrices stratégiques ont également vu le jour en termes de comptabilité et de financement. Pour garantir à TI un avenir stable, diverses stratégies de financement seront développées pour soutenir sa mission et son travail programmatique. L'organisation améliorera la clarté de ses rapports financiers et de ses opérations internes.

## ORGANISATION

En tant qu'organisation traitant essentiellement de questions relatives à la responsabilité et à la gouvernance, il est primordial que TI développe et améliore ses propres structures de gouvernance. TI encouragera la transparence au sein de son conseil d'administration, sa direction et ses activités, de même qu'au sein de la direction, des structures et des activités des sections nationales. TI travaillera également avec des spécialistes extérieurs bénévoles et mettra en œuvre une nouvelle structure organisationnelle pour le secrétariat.

## LE CHEMIN DE L'AVENIR

Alors que TI se développe et mûrit en poursuivant sa lutte contre la corruption, l'organisation fait face à de nouveaux défis qui s'ajoutent aux anciens. Le cadre stratégique, soumis à l'approbation du Conseil d'Administration après une vaste consultation organisée au sein du mouvement, cherche à s'appuyer sur les réalisations et les forces de TI. L'organisation garde le regard fermement tourné vers l'avenir, prête à répondre aux futurs défis de sa lutte pour un monde débarrassé de la corruption.



## Neuf pays en développement sur dix ont un besoin urgent de soutien pratique pour lutter contre la corruption, souligne le nouvel Indice

« Sept pays sur dix atteignent une note de moins de 5 sur 10 dans l'IPC 2003 de TI, indice qui reflète les niveaux de corruption perçus parmi les politiques, les fonctionnaires, les universitaires et les analyses risque pays dans 133 pays. Sept pays sur dix atteignent une note de moins de 5 sur 10 tandis que cinq pays en développement sur dix obtiennent une note de moins de 3 sur 10

« L'IPC 2003 fait ressortir que ce n'est pas seulement dans les pays pauvres que la corruption progresse, elle atteint des niveaux alarmants dans les pays européens comme la Grèce, l'Italie, et dans les pays riches en pétrole tels que le Nigeria, l'Angola, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Libye, le Venezuela et l'Irak. »

Rang du pays	Pays	Note de l'IPC 2003	Enquêtes utilisées	Écart type	Marge haut-bas
1	Finlande	9.7	8	0.3	9.2 - 10.0
2	Islande	9.6	7	0.3	9.2 - 10.0
3	Danemark	9.5	9	0.4	8.8 - 9.9
	Nouvelle-Zélande	9.5	8	0.2	9.2 - 9.6
5	Singapour	9.4	12	0.1	9.2 - 9.5
6	Suède	9.3	11	0.2	8.8 - 9.6
7	Pays-Bas	8.9	9	0.3	8.5 - 9.3
8	Australie	8.8	12	0.9	6.7 - 9.5
	Norvège	8.8	8	0.5	8.0 - 9.3
	Suisse	8.8	9	0.8	6.9 - 9.4
11	Canada	8.7	12	0.9	6.5 - 9.4
	Luxembourg	8.7	6	0.4	8.0 - 9.2
	Royaume-Uni	8.7	13	0.5	7.8 - 9.2
14	Autriche	8.0	9	0.7	7.3 - 9.3
	Hong Kong	8.0	11	1.1	5.6 - 9.3
16	Allemagne	7.7	11	1.2	4.9 - 9.2
17	Belgique	7.6	9	0.9	6.6 - 9.2
18	Irlande	7.5	9	0.7	6.5 - 8.8
	États-Unis	7.5	13	1.2	4.9 - 9.2
20	Chili	7.4	12	0.9	5.6 - 8.8
21	Israël	7.0	10	1.2	4.7 - 8.1
	Japon	7.0	13	1.1	5.5 - 8.8
23	France	6.9	12	1.1	4.8 - 9.0
	Espagne	6.9	11	0.8	5.2 - 7.8
25	Portugal	6.6	9	1.2	4.9 - 8.1
26	Oman	6.3	4	0.9	5.5 - 7.3
27	Bahreïn	6.1	3	1.1	5.5 - 7.4
	Chypre	6.1	3	1.6	4.7 - 7.8
29	Slovénie	5.9	12	1.2	4.7 - 8.8
30	Botswana	5.7	6	0.9	4.7 - 7.3
	Taiwan	5.7	13	1.0	3.6 - 7.8
32	Qatar	5.6	3	0.1	5.5 - 5.7
33	Estonie	5.5	12	0.6	4.7 - 6.6
	Uruguay	5.5	7	1.1	4.1 - 7.4

« La lutte contre la corruption est un combat de longue haleine durant lequel on ne devrait pas se décourager. (...) En fin de compte, aucun pays n'obtient une note de 10 sur 10 dans le classement de Transparency International. »

Cameroon Tribune 2003

Rang du pays	Pays	Note de L'IPC 2003	Enquêtes utilisées	Écart type	Marge haut-bas
35	Italie	5,3	11	1,1	3,3 - 7,3
	Koweït	5,3	4	1,7	3,3 - 7,4
37	Malaisie	5,2	13	1,1	3,6 - 8,0
	Émirats arabes unis	5,2	3	0,5	4,6 - 5,6
39	Tunisie	4,9	6	0,7	3,6 - 5,6
40	Hongrie	4,8	13	0,6	4,0 - 5,6
41	Lithuanie	4,7	10	1,6	3,0 - 7,7
	Namibie	4,7	6	1,3	3,6 - 6,6
43	Cuba	4,6	3	1,0	3,6 - 5,5
	Jordanie	4,6	7	1,1	3,6 - 6,5
	Trinité-et-tobago	4,6	6	1,3	3,4 - 6,9
46	Belize	4,5	3	0,9	3,6 - 5,5
	Arabie saoudite	4,5	4	2,0	2,8 - 7,4
48	Maurice	4,4	5	0,7	3,6 - 5,5
	Afrique du Sud	4,4	12	0,6	3,6 - 5,5
50	Costa Rica	4,3	8	0,7	3,5 - 5,5
	Grèce	4,3	9	0,8	3,7 - 5,6
	Corée du Sud	4,3	12	1,0	2,0 - 5,6
53	Bélarus	4,2	5	1,8	2,0 - 5,8
54	Brésil	3,9	12	0,5	3,3 - 4,7
	Bulgarie	3,9	10	0,9	2,8 - 5,7
	République Tchèque	3,9	12	0,9	2,6 - 5,6
57	Jamaïque	3,8	5	0,4	3,3 - 4,3
	Lettonie	3,8	7	0,4	3,4 - 4,7
59	Colombie	3,7	11	0,5	2,7 - 4,4
	Croatie	3,7	8	0,6	2,6 - 4,7
	El Salvador	3,7	7	1,5	2,0 - 6,3
	Pérou	3,7	9	0,6	2,7 - 4,9
	Slovaquie	3,7	11	0,7	2,9 - 4,7
64	Mexique	3,6	12	0,6	2,4 - 4,9
	Pologne	3,6	14	1,1	2,4 - 5,6
66	Chine	3,4	13	1,0	2,0 - 5,5
	Panama	3,4	7	0,8	2,7 - 5,0
	Sri Lanka	3,4	7	0,7	2,4 - 4,4

Rang du pays	Pays	Note de L'IPC 2003	Enquêtes utilisées	Écart type	Marge haut-bas
	Syrie	3,4	4	1,3	2,0 - 5,0
70	Bosnie-Herzégovine	3,3	6	0,7	2,2 - 3,9
	Rép. Dominicaine	3,3	6	0,4	2,7 - 3,8
	Égypte	3,3	9	1,3	1,8 - 5,3
	Ghana	3,3	6	0,9	2,7 - 5,0
	Maroc	3,3	5	1,3	2,4 - 5,5
	Thaïlande	3,3	13	0,9	1,4 - 4,4
76	Sénégal	3,2	6	1,2	2,2 - 5,5
77	Turquie	3,1	14	0,9	1,8 - 5,4
78	Arménie	3,0	5	0,8	2,2 - 4,1
	Iran	3,0	4	1,0	1,5 - 3,6
	Liban	3,0	4	0,8	2,1 - 3,6
	Mali	3,0	3	1,8	1,4 - 5,0
	Palestine	3,0	3	1,2	2,0 - 4,3
83	Inde	2,8	14	0,4	2,1 - 3,6
	Malawi	2,8	4	1,2	2,0 - 4,4
	Roumanie	2,8	12	1,0	1,6 - 5,0
86	Mozambique	2,7	5	0,7	2,0 - 3,6
	Russie	2,7	16	0,8	1,4 - 4,9
88	Algérie	2,6	4	0,5	2,0 - 3,0
	Madagascar	2,6	3	1,8	1,2 - 4,7
	Nicaragua	2,6	7	0,5	2,0 - 3,3
	Yémen	2,6	4	0,7	2,0 - 3,4
92	Albanie	2,5	5	0,6	1,9 - 3,2
	Argentine	2,5	12	0,5	1,6 - 3,2
	Éthiopie	2,5	5	0,8	1,5 - 3,6
	Gambie	2,5	4	0,9	1,5 - 3,6
	Pakistan	2,5	7	0,9	1,5 - 3,9
	Philippines	2,5	12	0,5	1,6 - 3,6
	Tanzanie	2,5	6	0,6	2,0 - 3,3
	Zambie	2,5	5	0,6	2,0 - 3,3
100	Guatemala	2,4	8	0,6	1,5 - 3,4
	Kazakhstan	2,4	7	0,9	1,6 - 3,8
	Moldavie	2,4	5	0,8	1,6 - 3,6

Rang du pays	Pays	Note de L'IPC 2003	Enquêtes utilisées	Écart type	Marge haut-bas
	Ouzbékistan	2,4	6	0,5	2,0 - 3,3
	Venezuela	2,4	12	0,5	1,4 - 3,1
	Vietnam	2,4	8	0,8	1,4 - 3,6
106	Bolivie	2,3	6	0,4	1,9 - 2,9
	Honduras	2,3	7	0,6	1,4 - 3,3
	Macédonie	2,3	5	0,3	2,0 - 2,7
	Serbie Monténégro	2,3	5	0,5	2,0 - 3,2
	Soudan	2,3	4	0,3	2,0 - 2,7
	Ukraine	2,3	10	0,6	1,6 - 3,8
	Zimbabwe	2,3	7	0,3	2,0 - 2,7
113	Congo, Répub. du	2,2	3	0,5	2,0 - 2,8
	Équateur	2,2	8	0,3	1,8 - 2,6
	Irak	2,2	3	1,1	1,2 - 3,4
	Sierra Leone	2,2	3	0,5	2,0 - 2,8
	Ouganda	2,2	6	0,7	1,8 - 3,5
118	Côte d'Ivoire	2,1	5	0,5	1,5 - 2,7
	Kirghizstan	2,1	5	0,4	1,6 - 2,7
	Libye	2,1	3	0,5	1,7 - 2,7
	Papouasie N. Guinée	2,1	3	0,6	1,5 - 2,7
122	Indonésie	1,9	13	0,5	0,7 - 2,9
	Kenya	1,9	7	0,3	1,5 - 2,4
124	Angola	1,8	3	0,3	1,4 - 2,0
	Azerbaïdjan	1,8	7	0,3	1,4 - 2,3
	Cameroun	1,8	5	0,2	1,4 - 2,0
	Géorgie	1,8	6	0,7	0,9 - 2,8
	Tadjikistan	1,8	3	0,3	1,5 - 2,0
129	Myanmar	1,6	3	0,3	1,4 - 2,0
	Paraguay	1,6	6	0,3	1,2 - 2,0
131	Haïti	1,5	5	0,6	0,7 - 2,3
132	Nigeria	1,4	9	0,4	0,9 - 2,0
133	Bangladesh	1,3	8	0,7	0,3 - 2,2

L'ICPE montre que les secteurs des travaux publics, de construction, de l'armement et de la défense sont ceux où les cas de corruption sont les plus flagrants. Ces secteurs apparaissent comme les plus minés par la corruption endémique pratiquée par les entreprises étrangères

En guise de complément à l'indice de perceptions de la corruption, l'indice de corruption des pays exportateurs de TI reflète la propension des entreprises des pays industrialisés à payer des pots-de-vin dans les pays émergents. L'IPCE est une enquête biennale dont la dernière édition a été publiée en 2002. Plus de 800 spécialistes des affaires dans 15 principaux pays émergents ont été interviewés. Les résultats montrent que un grand nombre de pays classés ont signé la Convention de l'OCDE contre la corruption des fonctionnaires dans les transactions commerciales à l'étranger.

### Classement par pays

Pour les secteurs d'activités que vous connaissez, veuillez indiquer à quel point les entreprises des pays suivants sont susceptibles de payer ou d'offrir des pots-de-vin pour gagner ou conserver les contrats dans le pays considéré ?

Rang	Pays	Note
1	Australie	8.5
2	Suède	8.4
	Suisse	8.4
4	Autriche	8.2
5	Canada	8.1
6	Pays-Bas	7.8
	Belgique	7.8
8	Royaume-Uni	6.9
9	Singapour	6.3
	Allemagne	6.3
11	Espagne	5.8
12	France	5.5
13	Etats-Unis	5.3
	Japon	5.3
15	Malaisie	4.3
	Hongkong	4.3
17	Italie	4.1
18	Corée du Sud	3.9
19	Taiwan	3.8
20	République Populaire de Chine	3.5
21	Russie	3.2
22	Sociétés nationales	1.9

Une note parfaite indiquant qu'il n'existe aucune propension à verser des pots-de-vin est de 10 points et par conséquent, le classement ci-dessus commence par les entreprises des pays qui sont perçus comme ayant une faible propension à payer des pots-de-vin à l'étranger.

### Classement par secteur d'activité

Dans quelle mesure les hauts fonctionnaires de ce pays sont-ils susceptibles d'exiger ou d'accepter des pots-de-vin par exemple pour les soumissions publiques, la réglementation, l'octroi de licences dans les secteurs d'activité suivants ? Les barèmes correspondent aux moyennes de toutes les réponses allant de 0 à 10. 0 indique de très hauts niveaux de corruption et 10, une absence de corruption

Secteur d'activité	Note
Travaux publics et construction	1.3
Armement et défense	1.9
Pétrole et gaz	2.7
Biens fonciers/ immobiliers	3.5
Télécommunications	3.7
Production/ transmission d'énergie	3.7
Industrie minière	4.0
Transports/ stockage	4.3
Ind. pharmaceutique/ Soins médicaux	4.3
Industrie lourde	4.5
Banques et finances	4.7
Aérospatiale civile	4.9
Industrie forestière	5.1
Informatique	5.1
Pêche	5.9
Industrie légère	5.9
Agriculture	5.9

Les barèmes notes correspondent aux moyennes de toutes les réponses allant de 0 à 10. La note de 0 indique la perception de très hauts niveaux de corruption et celle de 10 correspond à un niveau de corruption perçu comme nul.

Toutes les informations sur l'IPC et l'IPCE sont disponibles sur le site de TI à l'adresse [www.transparency.org](http://www.transparency.org)

# BAROMÈTRE MONDIAL DE LA CORRUPTION 2003

Pays	Permis d'exploit. %	Tribunaux %	Douanes %	Secteur de l'éducation %	Partis politiques %	Serv. publ. (tél. etc.) %	Services médicaux %	Immigration, passeports %	Police %	Secteur Privé %	Recettes fiscales %	Autres %
Afrique du Sud	2,1	3,9	0,2	14,4	21,1	5,5	11,3	6,0	23,8	3,5	5,1	3,1
Allemagne	4,9	8,6	0,8	3,1	39,2	3,9	9,9	7,8	2,9	7,2	10,5	1,2
Argentine	3,6	19,2	3,2	4,3	58,2	0,5	0,9	0,2	3,1	0,6	3,4	2,7
Autorité palestinienne	7,4	8,6	3,2	16,4	10,4	4,7	4,6	2,4	23,8	1,5	3,8	8,5
Autriche	7,5	8,4	2,7	2,7	35,7	3,9	5,7	6,9	10,8	2,7	12,0	0,9
Bolivie	18,2	7,7	10,8	2,4	34,8	2,2	1,2	1,2	16,0	0,9	3,7	0,9
Bosnie-Herzégovine	14,5	17,0	4,2	6,6	24,2	2,4	20,4	0,3	4,8	1,7	3,5	0,3
Bulgarie	9,9	19,8	16,5	4,8	20,2	3,3	14,3	0,9	4,1	1,8	2,7	1,7
Cameroun	3,8	31,0	6,5	11,1	10,4	1,2	11,2	2,1	13,7	3,2	4,3	1,4
Canada	3,2	8,3	1,8	6,5	39,7	2,3	9,7	8,8	5,7	4,4	5,7	3,8
Colombie	2,4	3,4	3,4	8,8	38,0	8,1	8,8	1,0	8,5	1,4	12,9	3,4
Corée (du Sud)	19,1	10,3	3,0	15,7	27,9	6,2	3,7	0,1	5,0	2,9	6,0	0,1
Costa Rica	4,3	8,6	14,0	3,2	29,0	1,1	2,2	12,9	5,4	4,3	15,1	0
Croatie	12,9	21,6	0,4	2,8	18,6	4,2	22,5	1,9	4,9	3,4	2,5	4,2
Danemark	4,0	16,3	1,8	2,2	36,1	2,2	11,5	4,8	7,7	6,2	3,3	4,0
Espagne	4,7	26,6	2,3	3,8	34,8	0,9	3,4	11,3	1,6	2,3	6,8	1,6
Fédération de Russie	5,3	10,9	1,1	8,8	24,5	8,3	15,3	2,0	17,9	0,4	4,2	1,3
Finlande	9,5	27,7	0,7	1,3	38,0	1,6	6,1	3,6	4,2	3,1	3,9	0,3
Géorgie	4,8	18,1	8,2	6,0	12,4	4,5	19,7	0,9	13,4	0,4	6,0	5,7
Guatemala	3,0	8,0	14,0	12,0	27,0	6,0	4,0	8,0	10,0	6,0	2,0	0
Hong Kong	1,7	8,9	5,4	3,9	15,4	4,8	3,3	1,3	35,4	12,1	5,0	2,8
Inde	2,0	3,8	1,8	24,9	41,2	4,4	4,0	0,5	12,8	1,4	2,1	1,2
Indonésie	5,8	32,8	3,2	8,7	16,3	11,1	1,8	0,4	10,2	2,8	6,4	0,7
Irlande	3,9	8,8	0,8	3,7	38,3	0,8	13,4	5,1	10,3	2,7	10,7	1,4
Israël	2,5	14,8	1,0	10,2	33,4	9,6	8,4	3,3	7,1	1,7	5,6	2,3
Italie	10,4	18,0	1,1	4,4	29,0	4,4	15,0	4,0	3,8	1,3	7,2	1,5
Japon	8,7	3,7	1,4	3,8	51,9	4,0	7,3	0,2	9,6	1,2	2,8	5,4
Luxembourg	9,8	18,1	1,6	4,9	15,6	5,3	9,3	7,9	5,8	4,9	12,6	4,2
Macédoine	8,5	15,4	17,9	9,4	28,2	2,7	8,5	0,9	2,8	0,6	3,3	1,8
Malaisie	6,8	8,5	8,0	5,0	24,6	0,8	1,3	4,0	32,0	3,5	3,6	1,9
Mexique	2,9	6,6	3,3	8,7	19,9	9,0	3,5	1,4	36,5	0,8	6,1	1,1
Nigeria	4,3	4,8	3,0	12,6	27,0	7,4	3,4	1,1	32,1	0,7	2,5	1,2
Norvège	12,5	12,3	2,8	1,4	19,7	1,6	4,9	17,2	6,0	17,2	3,0	1,4
Panama	3,0	15,0	6,0	2,0	35,0	10,0	3,0	3,0	11,0	2,0	2,0	8,0
Pays-Bas	4,0	10,0	1,0	0,6	27,1	0,8	6,7	11,5	7,7	26,3	3,5	0,8
Pérou	2,6	35,0	3,1	2,3	15,9	10,0	2,0	3,1	10,0	2,3	9,7	4,1
Pologne	5,8	15,4	2,2	5,0	27,2	3,5	21,6	0,7	11,1	1,8	4,5	1,2
Portugal	9,2	14,8	1,4	4,2	18,7	4,6	18,7	6,2	6,7	0,7	14,5	0,2
Répub. dominicaine	2,0	12,1	6,1	8,1	25,3	13,1	0	2,0	4,0	0	8,1	19,2
Roumanie	15,1	20,2	2,7	2,9	24,3	1,6	12,6	1,2	6,4	1,9	9,3	1,7
Suède	8,2	16,2	2,4	1,7	19,3	2,9	12,8	11,6	9,7	7,5	6,3	1,4
Suisse	5,8	9,8	1,3	4,9	23,0	4,1	13,6	11,5	6,2	6,0	10,2	3,6
Turquie	7,1	6,6	3,4	11,7	42,5	5,1	7,3	0,8	6,2	1,5	4,8	3,0
R.-U.	2,7	8,6	1,7	4,0	41,2	1,1	10,5	8,8	11,8	3,6	4,8	1,3
États-Unis	3,4	9,1	1,1	8,6	39,1	1,6	10,1	8,3	7,2	4,4	3,8	3,2
Total global (%)	7,0	13,7	4,2	7,5	29,7	4,1	8,4	3,3	11,5	3,1	5,2	2,2

Le Baromètre mondial de la corruption de TI est nouveau sondage réalisé auprès du grand public dans 48 pays à travers le monde. Initié par Transparency International (TI), ce sondage a été confié à Gallup International. Le Baromètre mondial de la corruption de TI mesure les attitudes face à la corruption et les tendances prévisibles des niveaux de corruption dans l'avenir. Au fil des ans, le sondage donnera une idée de l'évolution des attitudes. Dans trois pays sur quatre, les partis politiques arrivent en tête des institutions au sein desquelles les citoyens aimeraient éliminer la corruption, et cela plus particulièrement en Argentine et au Japon. Les tribunaux – plus spécialement au Pérou et en Indonésie – arrivent en deuxième place, et sont suivis par les services médicaux et le secteur de l'éducation.

La question suivante\* a été posée à 30 487 personnes dans 44 pays : Si vous aviez une baguette magique et pouviez éliminer la corruption de l'une des institutions suivantes, quel serait votre premier choix ?

\*Certaines données relatives à cette question ne sont pas disponibles, de même que pour d'autres questions du sondage Gallup International, pour le Pakistan, la Chine et le Brésil.

Nous exprimons toute notre reconnaissance aux partenaires ci-dessous, dont le soutien au Secrétariat de Transparency International a rendu notre travail possible.

**BAILLEURS DE FONDS AYANT VERSÉ  
250 000 € OU PLUS EN 2002**

- AVINA Group, Suisse
- Ministère Allemand de Coopération Économique et de Développement (BMZ)
- Ministère de Coopération et de Développement du Royaume Uni (DFID)
- Commission Européenne
- Ministère des Affaires Etrangères de Finlande
- Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas
- Agence Norvégienne de Coopération au Développement (NORAD)
- Direction du Développement et de la Coopération (DDC - Suisse)
- Agence Américain de Développement International (USAID)

**100 000 € - 249 999 €**

- Fondation Bertelsmann, Allemagne
- Agence Canadienne de Développement International (ACDI)
- Agence Allemande de Coopération Technique (GTZ)
- Fondation John D. and Catherine T. MacArthur, Etats-Unis
- Open Society Institute, Hongrie
- Ministère Royal danois des Affaires Étrangères
- Agence suédoise pour la coopération au développement (SIDA)
- Fondation Ford, Etats-Unis

**10 000 € - 99 999 €**

- Center for International Private Enterprise, Etats-Unis
- Institut Christian Michelsen, Norvège
- General Electric Corporate, Etats-Unis
- Ministère des affaires étrangères et du commerce international de Nouvelle-Zélande
- Shell UK Limited, Royaume-Uni
- Société Générale, France

**1 000 € - 9 999 €**

- Agence Australienne pour le Développement International (AusAID)
- Banco Santander, Espagne
- British Council, Royaume-Uni
- Crédit Suisse Private Banking, Suisse
- Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
- Banque Mondiale (IBRD)
- Tinker Foundation, Inc., Etats-Unis
- Tiruchinapalli Maheshwar, Etats-Unis
- Transparency International Australie
- William F. Biggs, Etats-Unis

**Nous remercions sincèrement les nombreux donateurs qui ont versé jusqu'à 1 000 € au Secrétariat de TI en 2002.**

# DONNÉES FINANCIÈRES ( LES CHIFFRES SONT DONNÉS EN MILLIERS D'EURO )

Recettes	2002	2001
Institutions Gouvernementales dont financement de projets	4.482 3.236	2.652 1.797
Fondations dont financement de projets	936 825	1.693 1.283
Secteur Privé	126	139
Projets spéciaux et autres	340	627
<b>Recettes Totales</b>	<b>5.884</b>	<b>5.111</b>

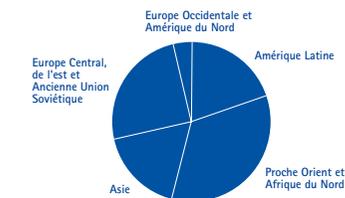
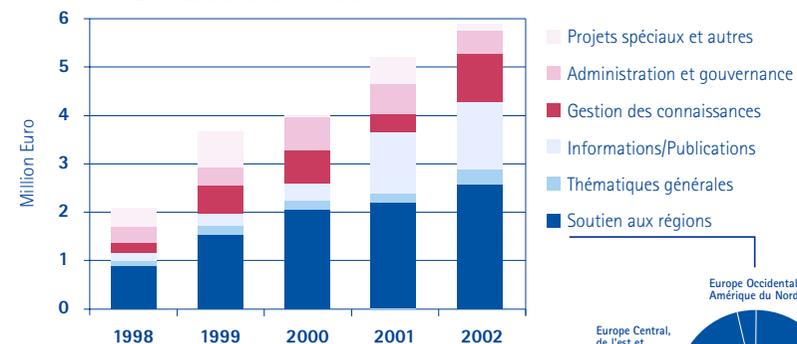
Dépenses	2002	2001
<i>Soutien aux régions</i>		
Amérique Latine et Caraïbes	654	665
Afrique/Moyen Orient	862	696
Asie/Pacifique	442	389
Europe Centrale et de l'Est/ Ancienne Union Soviétique	508	378
Europe Occidentale et Amérique du Nord	98	68
Thématiques générales	308	197
Information et publications	1.385	1.266
Gestion des connaissances	1.008	375
Administration et gouvernance	477	614
Projets spéciaux et autres	159	574
<b>Dépenses Totales</b>	<b>5.901</b>	<b>5.221</b>

Les projets spéciaux comprennent la Conférence International de lutte contre la Corruption dont les revenus et les dépenses varient d'une année à l'autre.

### Provenance des fonds



### Destination des fonds



TI est une organisation non gouvernementale enregistrée à Berlin en Allemagne. Conformément à sa charte, TI est une organisation à but non lucratif et exempté d'impôts. Les comptes audités de l'organisation sont disponibles sur le site internet de TI à l'adresse : <http://www.transparency.org>.

## SECTIONS NATIONALES

- Sections nationales
- ⊙ Sections Nationales en formation
- Contacts officiels

### ● Afrique du Sud

M. Daryl Balia, Président  
Transparency International  
South Africa  
Commission House  
Cnr Hamilton and Ziervogel Streets  
Arcadia Prétoria

**Tel :** 27-12-352 1008  
**Fax :** 27-12-325 83 23  
**Email :** daryl@opsc.gov.za  
**Site Internet :** www.tisa.org.za

### ○ Algérie

Association Algérienne de lutte  
contre la Corruption  
Centre Familial de Ben Aknoun,  
Alger 16

**Tel :** 213 2191 45 87  
**Fax :** 213 2167 0656  
**Email :** aacalgerie@yahoo.fr

### ● Allemagne

TI Deutschland  
M. Hansjoerg Elshorst, Président  
Mme Dagmar, Directrice générale  
Alte Schönhauser Str. 44  
10119 Berlin

**Tel :** 49-30 549 898 0  
**Fax :** 49-30 5498 9822  
**Email :** office@transparency.de  
**Site internet :**  
www.ti-deutschland.de

### ● Argentine

Poder Ciudadano  
Maio Retjman Farah, Président  
Laura Alfonso, coordonnateur  
des programmes politiques  
Action Unit, Piedras 547 «2»  
Buenos Aires 1070AAJ

**Tel :** 54-11-4331 4925  
**Fax :** 54-11-4331 4925  
**Email :** fundacion@  
poderciudadano.org.ar  
lmo@mocampo.com.ar  
chris@poderciudadano.org.ar  
**Site Internet :**  
www.poderciudadano.org.ar

### ● Arménie

Center for Regional  
Development/Transparency  
International Armenia  
Amalia Kostanyan  
Arevik Saribekyan  
CRD/TI Armenia  
5 Nalbandyan Str. Room 35  
Yerevan 375010 Armenia

**Tel :** 374 1 585 578  
374 1 5326 914  
**Fax :** 374 1 585 578  
**Email :** crd\_ti@cornet.am  
arevik@cornet.am  
amalia@cornet.am

### ● Australie

Transparency International - Australia  
Grahame Leonard, Directeur  
P.O.Box 41, Blackburn South  
VIC 3130, Australia

**Tel :** 61-3-9527 4595  
**Fax :** 61-3-9527 4595  
**Email :** ti@transparency.org.au  
**Site Internet :**  
www.transparency.org.au

### Autriche

Pour toute information, veuillez  
contacter le Secrétariat International

### ● Azerbaïdjan

Transparency Azerbaïdjan  
Rena Safaraliev, Directrice  
Ahmed, Javad Street 5 Floor, flat 6  
Baku 370 004

**Tel :** 994 12 920 422  
**Fax :** 994 12 473 497  
**Email :** rsafaral@azeurotel.com;  
transpaz@azeronline.com  
office@transparency-az.org

**Site Internet :**  
www.transparency-az.org

### ○ Bahrein

Bahrain Transparency Society  
Dr. Jasim Al -Ajmi  
BP: 30174 Duraz

**Tel :** 973 94 44 284  
**Fax :** 9734 44 97 76  
**Email :** jasimalajmi@yahoo.com

### ● Bangladesh

Transparency International -  
Bangladesh  
Rejaul Haque, Directeur administratif  
et financier  
Progress Tower ( 5th Et 6th Floors)  
House # 1 Road # 23  
Gulshan, -1Dhaka-1212

**Tel :** 880-2-988 4811; 882 60 36  
**Fax :** 880-2-988 4811  
**Email :** reja@bangladesh.org  
**Site Internet :**  
www.ti-bangladesh.org

### ● Belgique

Transparency International Brussels  
Baron Jean Godeaux, Président  
Bruxelles, 39, Square Vergote  
1030 Bruxelles

**Tel :** 32-2-735 6558  
**Fax :** 32-2-732 9026  
**Email :** TI.Brussels@skynet.be

### ● Bénin

Transparency International - Bénin  
Roger Gbognonvi  
03 BP 2174 Cotonou

**Tel :** 229 32 42 93 ; 34 12 77  
**Email :** gbognonvi@fiorsnet.bj

### Bolivie

Pour toute information, veuillez  
contacter le Secrétariat International

### ● Bosnie and Herzégovine

TI Bosnia I Hercegovina  
Boris Divjak, Président  
L. Lekovic, Coordonnateur  
Kninska 5/79  
78000 Banja Luka

**Tel/ Fax :** 387 51 216 779  
**Email :** info@ti-bih.org  
**Site Internet :** www.ti-bih.org

### ● Botswana

Transparency International Botswana  
Christopher Hermans, Membre du  
Conseil d'Administration  
Trevor Burnet, Directeur  
Uni-Span Building  
Lot 54, Gaborone International  
Commerce Park, Gaborone

**Tel :** 267 39 19 673  
**Fax :** 267 319 745  
**Email :** tibot@info.bw

### ● Brésil

Transparência Brasil  
Eduardo Capobianco, Président  
Cláudio Weber Abramo, Secrétaire  
général  
Rua Francisco Leitoa 339, cj 122  
05414-025 Sao Paulo (SP)

**Tel :** 55 11 3062 34 36  
**Fax :** 55 11 3062 34 75  
**Email :** tbrasil@transparencia.br  
**Site Internet :**  
www.transparencia.org.br

### ● Bulgarie

Transparency International - Bulgaria  
Ognyan Minchev, Président  
Diana, Kovatcheva, Directrice  
3 Bistriza Str., 4 floor  
Sofia 1000

**Tel :** 359-2 986 79 20  
**Fax :** 359-2 986 77 13  
**Email :** mbox@transparency-bg.org  
**Site Internet :**  
www.transparency-bg.org

### ○ Burkina Faso

Pour toute information, veuillez  
contacter le Secrétariat International

### ○ Burundi

Association Burundaise des Consom-  
mateurs (ABUCO)  
Nestor Bikorimana, Président  
Avenue dui 28 Novembre No 4611/C,  
Bujumbura

**Tel :** 257 237 686  
257 97 0 5555  
257 23 36 40  
**Email :** bbn@usan-bu.net

### ⊙ Cambodge

Center for Social Development  
Chea Vannath, Présidente  
PO Box : 1346 Phnom Penh

**Tel :** 855 2336 47 35  
**Fax :** 885 2336 47 36  
**Email :** csd@onlinre.com.kh  
**Site Internet :**  
www.bigpond.com.kh/users/csd

### ⊙ Cameroun

Transparency International Cameroon  
Maître Akere T. Muna, Président  
BP 307 Yaoundé

**Tel :** 237 222 45 05  
**Fax :** 237 222 66 85  
**Email :** ticameroun@yahoo.fr

### ● Canada

Transparency International Canada  
Wes Cragg, Président  
Bronwyn Best, Coordonnatrice  
c/o Business Ethics Office  
Room 200F, SSB  
York University,  
4700 Keele Street  
Toronto, Ontario M3J 1P3

**Tel :** 1-416-488 3939  
**Fax :** 1-416-483 5128  
**Email :** ti-can@transparency.ca  
**Site Internet :**  
www.transparency.ca

### ● Chili

Cororacion Chile Transparence  
Sebastián Cox, Membre du Conseil  
d'Administration  
Andrea Fernandez, Coordonnateur  
Calle Ernesto Reyes 065  
Providencia/ Santiago de Chile

**Tel :** 56 2 777 6196  
**Télécopie :** 56 2 735 4845  
**Email :** tichi@chiletransparente.cl  
**Site Internet :**  
www.chiletransparente.cl

### ● Colombie

Transparencia por Colombia  
Rosa Ines Ospina, Présidente  
Calle 92 No. 16-30, Piso 5  
Bogotá D.C.

**Tel :** 57 1 622 6562  
**Fax :** 57 1 531 1114  
**Email :** transparencia@transparen-  
cia.org.co  
**Site Internet :**  
www.transparenciacolombia.org.co

### ⊙ Costa Rica

Transparencia Costa Rica  
Mme Roxana Salazar  
Avenidas 0 y 8, Calle 33,  
Apt. 8A  
San José, Costa Rica

**Tel :** 506-253 5027  
**Fax :** 506-296 1986  
**Email :** ticostarica@rasca.co.cr  
**Site Internet :**  
www.transparenciacr.org

### ● Corée du Sud

Transparency International Korea  
Pere Kim, Seong-Soo  
Président du Conseil d'Administration  
Rev. Kim, Geo-Sung, Secrétaire Général  
TI- Korea (South)  
209 Naengcheon-Dong,  
Seodaenum-Gu, Seoul 120-050

**Tel :** 82 2 393 6211  
**Fax :** 82 2 393 6212  
**Email :** ti@ti.or.kr  
**Site Interent :** www.ti.or.kr

### Côte d'Ivoire

Pour toute information, veuillez  
contacter le Secrétariat International

### ⊙ Croatie

TI Croatia (TI Hrvatska)  
Zorislav Antun Petrovic, Président  
Ana Milovic, Directrice  
Trg Stjepana Radica 3/II  
10000 Zagreb

**Tel :** 385 1 611 32 63  
**Fax :** 385 1 613 00 64  
**Email :** transparency@transparency.hr  
**Site Internet :** www.transparency.hr

### ● Danemark

Transparency International Denmark  
Torben Ishoy, Président  
Vendersgade 22, 1363 København K

**Tel :** 45 3312 1838  
**Fax :** 45 3312 5078  
**Email :** ti@mail.tele.dk  
**Site Internet :** www.transparency.dk

### ○ Egypte

Ahmed Sakr Ashour  
31, Manyheyet El bakry St,  
Helipolis, Cairo, Egypt

**Tel :** 202 455 31 60  
**Fax :** 202 258 8314  
**Email :** IGPC2003@yahoo.com

## El Salvador

Pour toute information, veuillez contacter le Secrétariat International

## ● Equateur

Transparency Ecuador  
Corporación Latinoamericana para el Desarrollo (CLD)  
Valeria Merino Dirani, Directrice  
PO Box: 17-12-00609 / Quito

**Tel :** 593 22 468 227  
593 22 259 031 /  
593 22 468 212

**Fax :** 593 22 468 229

**Email :** cld@cld.org.ec  
**Site Internet :** www.cld.org.ec

## ⊙ Espagne

Transparencia Internacional en Espana,  
Sociedad civil  
M. Rafael Calvo, Secrétaire général  
Secretariat General de la Fundacio Jose Ortega y Gasset, c/ Fortuny 53  
28010 Madrid

**Tel :** 34 91 70041 100

**Email :** transparency\_spain@yahoo.es

## ● Estonie

Jaan Tõnisson Institute  
Tarmu Tammerk, Vice-président  
Tiit, Järve, Vice Président  
Triin Reinsalu, Coordonnatrice  
Endla 4  
EE-0001 Tallinn

**Tel :** 372-262 31 50

**Fax :** 372-626 31 52

**Email :** jti@jti.ee; agu@jti.ee

**Site Internet :** www.ngonet.ee/jti/

## ● Etats Unis d'Amérique

Fritz Heimann, Président  
Nancy Zucker Boswell, Directrice générale  
Transparency International-USA  
1112 16th Street, NW  
Suite 500, Washington, DC 20036

**Tel :** 1 202 296 7730

**Télécopie :** 1 202 296 8125

**Email :** tiusa@aol.com

**nboswell@transparency-usa.org**

**greville@transparency-usa.org**

**Site Internet :**

www.transparency-usa.org

## ⊙ Ethiopie

Dr. Konjit Fekade, Président  
Addis Abéba

**Tel :** 251 9 211 236

**Email :** kfkade@freemail.et

## ● Fidji

Transparency International Fiji  
Winston Thompson, Président  
Hari Pal Singh, Vice président  
Apenisa Naigulevu, Directeur  
PO Box 8, Suva

**Tel :** 679 338 0336

**Télécopie :** 679 330 1925

**Email :** tifiji@hotmail.com

## ⊙ Finlande

Leila Mustanoja  
Mustanoja Consulting Oy  
Hiiralantie 11  
02160 Espoo

**Tel :** 358 9 68 445 91391

358 50 461 70 13

**Fax :** 358 9 612 44 938

**Email :** leila.mustanoja@pp.inet.fi

**Site Internet :**

www.mustanojaconsulting.fi

## ● France

Transparence-International France  
Daniel Lebegue, Président  
12 rue de Penthièvre  
75008 Paris

**Tel :** 33-1-5377 3787

**Fax :** 33-1-5377 3507

**Email :** transparence@online.fr

## Gabon

Pour toute information, veuillez contacter le Secrétariat

## ● Gambie

Transparency International Gambia  
Ba Trawale, Président  
PO Box 94 Banjul

**Tel :** 220 391 629

**Fax :** 220-224 851

**Email :** tigambia@yahoo.com

## ● Georgie

Transparency International Georgia  
Lana Ghvinjilia, Directeur  
18, Rustaveli Ave  
38008, Tbilisi, Georgia

**Tel :** 995 32 996 615

**Fax :** 995 32 996 615

**Email :** info@transparency.ge

coordinator@transparency.ge

**Site Internet :**

www.transparency.ge

## ● Ghana

Ghana Integrity Initiative  
Daniel Batidam, Secrétaire général  
PO Box : LG 404 Legon, Accra

**Tel :** 233 21 782 364

**Fax :** 233 21 782 365

**Email :** gii@idngh.com

## ● Grèce

Transparency International Greece/  
Diethnis Diafiel-Hellas  
Virginia Tsouderos, Présidente  
6-7, Efroniou Str.  
11634 Athens

**Tel :** 30-210 722 4940

**Fax :** 30-210 722 4947

**Email :** tihellas@otenet.gr

**Site Internet :**

www.transparency.gr

## ⊙ Guatemala

Acción Ciudadana  
Manfredo Marroquín, Directeur  
Avenida La Reforma 12-01  
Zona 10  
Edificio Reforma Montúfar  
Nivel 17; Oficina 1701  
Ciudad de Guatemala C.A. 01010

**Tel :** 502 331 75 66

**Fax :** 502 331 7576

**Email :** acciongt@intlnet.net.gt

**Site Internet :**

www.quik.guate.com/acciongt/

## Guinée Conakry

Pour toute information, veuillez contacter le Secrétariat International

## ⊙ Haïti

La Fondation Héritage pour Haïti  
Le Centre pour l'Éthique et l'Intégrité  
Publique et Privée (LFHH)

Mme Marilyn B. Allien, Présidente

BP 16136 ; Petion Ville Haïti HT 61 40

**Tel :** (509) 513 7089

**Fax :** 509 256 35 14

**Email :** heritagehaiti@yahoo.com

marilynallien@yahoo.com

## Honduras

Pour toute information, veuillez contacter le Secrétariat International

## ● Hongrie

Transparency International Hungary  
Magyarorszagı Tagozata Egyesület  
Dr. Zolna Berki, Président  
Akadémia Utca 1  
Budapest 1051

**Tel :** 36 1 311 3662

**Fax :** 36 1 315 0201

**Email :** tihun@axelero.hu

**Site Internet :**

www.c3.hu/~tihun/

## ● Île Maurice

Transparency Mauritius  
Mme Josie Lapierre, Secrétaire générale  
Consultant to Group Chief Executive  
The Anglo-Mauritius Assurance Society  
Ltd.  
Swan Group Centre  
10 Intendance Street  
Port Louis Mauritius

**Tel :** 230 202 8653

**Fax :** 230 208 8956

**Email :** josie.lapierre@anglo.intnet.mu

transparency@intnet.mu

**Site Internet :**

www.transparencymauritius.intnet.mu

## ⊙ Iles Salomon

Anthony Hugues  
P.O Box : 1665 Honiara

**Tel :** 667 28 318

**Télécopie :** 667 28319

**Email :** tsi@solomon.com.sb

## Iles Samoa

M. Epa Tuioti  
R. Vaai House, Taufusi Street.  
P.O. Box. 1882, Apia

**Tel :** 685 25345

**Fax :** 685 22087

**Email :** etuioti@kvaconsult.com

## ● Inde

Transparency International India  
Admiral R. H. Tahiliani, Président  
M. S. D. Sharma, Vice-Président  
Lok Sevak Sangh  
Lajpat Bhawan, Lajpat Nagar  
New Delhi 110 024

**Tel :** 91-11-2622 4519

**Fax :** 91-11-2646 0825

**Email :** tiindia@hotmail.com

tiindia@vsnl.com

**Site Internet :**

www.ti-bangladesh.org/ti-india

## ● Indonésie

Transparency International Indonesia  
Mme Emmy Hafild, Secrétaire générale  
Jalan Tudolong Bawah C2  
Jakarta 12190

**Tel :** 62 21 573 6428

62 21 917 43 60

**Fax :** 62 21 573 6428

**Email :** ehafil@ti.org.id

**Site Internet :** www.ti.or.id

## Irak

Pout toute information, veuillez contacter le Secrétariat International

## Iran

Pout toute information, veuillez contacter le Secrétariat International

## Irlande

Pout toute information, veuillez contacter le Secrétariat International

## ● Israel

SHVIL- Transparency International (TI)  
Israel

Tel Aviv University  
Faculty of Management  
69978 Tel Aviv

**Tel :** 972-3-640 9176

**Fax :** 972-3-640 6321

**Email :** secretaria@ti-israel.org

**Site Internet :** www.ti-israel.org

## ● Italie

Transparency International Italia  
Maria Teresa Brassiolo  
Via Zarnagna 19  
20148 Milano

**Tel :** 39-02-4009 3560

**Fax :** 39-02-406829

**Email :** info@transparency.it

**Site Internet :** www.transparency.it

## ● Jamaïque

Pout toute information, veuillez contacter le Secrétariat International

## ⊙ Japon

Transparency International Japan  
Yukiko Miki, Directeur  
108 Kiunkaku- Bildg, 3  
Aizumicho, Shinjuku-ku  
Tokyo, 160-0005

**Tel :** 81 3 52 69 1846

**Fax :** 81 3 52 69 0944

**Email :** icj@clearing-house.org

**Site Internet :** www.ti-j.org

## ⊙ Jordanie

Saeda Kilani  
Arab Archives Institute  
B.P. 815454, Amman

**Tel :** 962 6 465 6682

962 795 630 012

**Fax :** 962 6 465 6694

**Email :** basem@nol.com.jo

## ● Kazakhstan

Transparency Kazakhstan  
Sergey Zlotnikov, Directeur  
Civic Foundation  
"Interlegal"

Sofia Issenova, Directrice adjointe  
Vitaly Voronov, Président  
83 Gagarin Avenue, Office 13  
480009 Almaty

**Tel/Fax :** +7 3272 775 150

**Email :** transparency.kz@nursatt.kz  
legal@lic.almaty.kz

**Site Internet :**

www.transparencykazakhstan.org

## SECTIONS NATIONALES

- Sections nationales
- ⊙ Sections Nationales en formation
- Contacts officiels

### ● Kenya

Transparency International Kenya  
Gladwell Otieno, Directrice  
PO Box : 198-00200  
City Square Nairobi, Kenya

**Tel :** 254 2 72 77 63 / 5

**Fax :** 254 2 72 95 30

**Email :** tikenya@wananchi.com

**Site Internet :** www.tikenya.org

### ○ Kirgistan

Aigul Akmatjanova  
Scientists Group, Bishkek

**Tel/Fax :** 996 312 289 387

**Email :** sange@elcat.kg

### ○ Lesotho

Dr. N L Mahao  
National University of Lesotho

**Tel :** 266 22 21 37 02  
266 22 34 0 702

**Email :** nl.mahao@nu.ls

### ● Lettonie - Delna

Transparency International Latvia  
Inese Voika, Présidente  
Diaga Rutka, Coordonnatrice  
Gertrudes Street 34-5, Riga 1011

**Tel :** 371 7 506 454

**Fax :** 371 7 506 455

**Email :** TI@delna.lv;

**Site Internet :** www.delna.lv

### ● Liban

Charles De Gaulle Adwan  
The Lebanese Transparency Association  
Bank El Rif Square  
Baaklini Center 4th Floor  
PO Box 50 552 ; Ain El Remmaneh  
Baabda

**Tel :** 961 1 29 30 45

**Fax :** 961 1 28 22 38

**Email :** info@transparency-  
lebanon.org

**Site Internet :**

www.transparency-lebanon.org

### ● Lituanie

Transparency International Lithuania  
Laima Zilinskiene, Directrice  
Ti-Lithuania  
Jaksto 9,

2001 Vilnius, Lithuania

**Tel :** 370 5 212 69 51

**Fax :** 370 5 212 1687

**Email :** info@transparency.lt

Laima@transparency.lt

**Site Internet :** www.transparency.lt

### ⊙ Macedoine

Transparency Macedonia  
Zoran Jacev, Président  
Slagjana Taseva, Directrice  
Marsal Tito No 21/2  
1000 Skopje

**Tel :** 389 2 321 7000

**Fax :** 389 2 321 7000

**Email :** staseva@transparency.org.mk

### ● Madagascar

Transparency International Initiative  
Madagascar  
Yveline Rakotondramboa, Présidente  
Annick Ranmisahantanrina,  
Secrétaire générale  
Lot M 98 B ( 2 étage) Antsakaviro  
101 Antananarivo

**Tel :** 261 20 226 5357

**Fax :** 261 20 222 5495

**Email :** transparency.mg@dts.mg

### ● Malawi

Pour toute information, veuillez  
contacter le Secrétariat International

### ● Malaisie

The Kuala Lumpur Society for Trans-  
parency and Integrity (TI Malaysia)  
Tunku Abdul Aziz  
Président, TI Malaysia  
2-2-49 Wisma Rampai, Jalan 34/26  
Taman Sri Rampai, Setapak  
53300 Kuala Lumpur

**Tel :** 603 4149 5576

**Fax :** 603 4143 5968

**Email :** admin@transparency.my

**Site Internet :**

www.transparency.org.my

### Mali

Pour toute information, veuillez  
contacter le Secrétariat International

### ● Maroc

Transparency Maroc  
M. Bachir Rachid, Secrétaire Général  
24 et 26 Bd de Khouribga Casablanca  
20 000

**Tel :** +212-22 542 699

**Fax :** +212-22 306 615

**Email :**

transparency.maroc@marocnet.net.ma

**Site Internet :**

www.transparency.maroc.org

### Mauritanie

Pour toute information,  
s'adresser au Secrétariat

### ● Mexique

Transparencia Mexicana  
Federico Reyes Heróles, Président  
Eduardo A. Bohórquez, Secrétaire  
Général  
Dulce Olivia 73 Colonia Villa Coyoacán  
DF, 04000

**Tel :** 52-55 56 59 9996

52-55-5659 9991

**Fax :** 52-55 5659 4714

**Email :** tmexican@data.net.mx

**Site Internet :**

www.transparenciamexicana.org.mx

### ● Moldavie

Transparency International Moldavia  
Mihail Buruiana, Président  
Lilia Carascuic, Directrice  
98, 31 August St, office 204  
MD-2004 Chisnau

**Tel :** 373 2 210 595

**Fax :** 373 2 210 595

**Email :** office@transparency.md

**Site Internet :** www.transparency.md

### ○ Mongolie

M Tumor-Ochir Erdenebileg  
Member of the State Great Hural  
(Parliament) State House  
P.O. Box 1085  
Ulaanbaatar 13  
Oyun Sanjaasurengin MP  
Government House - 424  
Ulaanbaatar - 12

**Tel :** 976-1-321 345

**Fax :** 976-1-322 866

**Tel/Fax :** 9761-323 645

**Email :**

erdenebileg@winnt.parl.gov.mn

oyuna@mail.parl.gov.mn

### Montenegro

Pour toute information, contacter  
le Secrétariat International

### Mozambique

Pour toute information, contacter  
le Secrétariat International

### Namibie

Pour toute information, contacter  
le Secrétariat International

### ● Népal

Transparency International Nepal  
Kul Shekhar Sharma, Président  
P. O. Box 11486  
New Plaza Putalisadak  
Kathmandu

**Tel :** 977-1-436 462

**Fax :** 977-1-420 412

**Email :** trans@tinepal.org

**Site internet :** www.tinepal.org

### ○ Nicaragua

Grupo Civico Etica y Transparencia  
Planes de Altimira  
De la embajada China 75 mts al lago  
No 16 Managua

**Tel :** 505 270 36 60

**Fax :** 505 270 35 56

**Email :** eyt@ibw.com.ni

**Site Internet :** www.eyt.org.ni

### ⊙ Niger

Association Nigerienne de lutte contre  
la corruption (ANLC)  
Aissata Fall Bagna, Présidente  
ANLC BP 10423  
Niamey

**Email :** aissata\_fall@caramail.com

### ● Nigéria

Transparency in Nigeria  
2nd Floor, 302 Iju Water Works Road  
Iju-Ishaga, Agege  
Lagos

**Tel :** 234-1-471 3697

**Fax :** 234-1- 801 321 3342

**Email :** tin@alpha.linkserve.com

### ● Norvège

Jan Borgen, Secrétaire général  
PO Box 1385  
Vika 0114 Oslo

**Tel :** 47-2201 2369

**Fax :** 47-2201 2202

**Email :** jborgen2@online.no

**Site Internet :** www.transparency.no

### ● Nouvelle Zélande

Transparency International  
New Zealand  
Murray Petrie, Directeur  
Shane Cave, Coordonnateur  
34 Harbour view Rd  
Wellington

**Tel :** 64-4-475 6109

64 4 905 79 28

**Fax :** 64-4-475 6108

**Email :** mpetrie@ihug.co.nz

scave@paradise.net.nz

### ● Ouganda

Transparency Uganda  
Wafula Oguttu, Président  
c/o APNAC-Uganda  
1-4 Parliament Avenue  
Parliament House, Room 410  
PO Box :24335  
Kampala, Uganda

**Tel :** 256-77 200060

**Email :** woguttu@monitor.co.ug

### ○ Palestine

The Coalition For Accountability and  
Integrity - AMAN  
Dr. Azmi Al Shuaibio, Secrétaire général  
P.O.Box 38588  
Jerusalem 97 800

**Tel :** 972 2 298 9506

**Fax :** 972 2 298 9492

**Email :** aman@aman-palestine.org

**Site Internet :**

www.aman-palestine.org

### ⊙ Pakistan

Transparency International Pakistan  
Shaukat Omari, Directeur général  
65-C National Highway, Phase II  
Defense Housing Authority  
Karachi 75 500

**Tel :** 92-21 5803518

**Fax :** 92-21 4559152

**Email :** ti-pak@khi.paknet.com.pk

**Site Internet :**

www.transparency.org.pk

### ● Panama

Fundacio para el Desarrollo de las  
Libertad Ciudadana  
Fernado Berguido, Président  
Angélica Maytín, Directrice  
Apartado 810-266, Zona 10

**Tel :** 507 229-4207

507 229-4213

**Fax :** 507 229 0294

**Email :** tipanama@cableonda.net

**Site Internet :** www.saga.com.pa/

libertad/transparency.htm

### ● Papouasie Nouvelle Guinée

Transparency International Papua New  
Guinea  
Hon. Anthony Siaguru, Président  
TI Papua New Guinea  
P.O. Box 591, Port Moresby

**Tel :** 675-320 2188

**Fax :** 675-320 2189

**Email :** tipngi@daltron.com.pg

**Site Internet :**

www.transparencypng.org.pg

### ● Paraguay

Transparencia Paraguay  
Maria del Pilar Callizo, Présidente  
Stella Garcia Barros, Directrice  
Defensa Nacional 849 c/ Padre Cardozo  
1er. Piso, Ofic. 1 Asunción, Paraguay  
**Tel :** 595-21 228 194  
**Fax :** 595-21 228 194  
**Email :** transpar@telesurf.com.py  
**Site Internet :**  
www.transparenciapy.org.py

### ⊙ Pays – Bas

Fred H. Horbeek, Président  
P.O. Box 17100  
3500 HG, Utrecht

**Tel :** 31 30 216 21 05  
**Fax :** 31 30 216 1393  
**Email :** f.h.horbeek@rn.rabobank.nl  
**Site Internet :**  
www.transparencyinternational.nl

### ● Pérou

Proetica  
Consortio Nacional para la Etica  
Publica  
Jose Ugaz Sanchez -Moreno, Président  
Laura Petras, Directrice  
Chamberi 161  
Dpto D, Miraflores, Lima

**Tel :** 511 440 1915  
**Fax :** 511 421 7894  
**Email :** lpuertas@proetica.org.pe  
**Site Internet :** www.proetica.org.pe

### ● Philippines

Transparency International Philippines  
Dolores Español, Présidente  
2nd Floor, UP WILOCI Bldg.  
Manila Lions Road  
Arroceros St, Manila 1000

**Tel :** 63-2 527 0573  
**Fax :** 63-2 871 9752  
**Email :** judgedle@info.com.ph  
**Site Internet :** www.ti-ph.tripod.com

### ● Pologne

Transparency International Poland  
Julia Pitera, Présidente  
ul. Ordynacka 9, lok. 33  
00-364 Warsaw

**Tel :** 48-22 828 9244  
**Fax :** 48-22 828 9243  
**Email :** ti@transparency.pl  
**Site Internet :** www.transparency.pl

### République Dominicaine

Pour toute information, contacter  
le Secrétariat International

### ● République Tchèque

Transparency International Czech  
Republic  
Vaclav Perich , Président  
Ada Krnacova, Directrice  
Frantiska Krizka 4  
170 000 Praha 7

**Tel :** 420 233 37 24 14  
**Fax :** 420 233 37 89 00  
**Email :** krnacova@transparency.cz  
**Site Internet :** www.transparency.cz

### ● Roumanie

Romanian Association for  
Transparency – ART  
Marian Popa, Présidente  
Oana Zabava, Directrice  
15 Eroii Sanitari Blvd. Apt. 2  
7624111 Bucharest, Sector 4

**Tel :** 40 21 411 5500  
**Fax :** 40 21 411 5500  
**Email :** office@transparency.org.ro  
**Site Internet :**  
www.transparency.go.ro

### ● Royaume-Uni

Transparency International UK  
Laurence Cockcroft, Président  
2nd Floor, Tower Building  
11 York Road, London SE1 7 NX

**Tel :** 44-207 981 0345  
**Fax :** 44 207 981 0346  
**Email :** info@transparency.org.uk  
**Site Internet :**  
www.transparency.org.uk

### ● Russie

Elena Panfilova, Directrice  
1, Nikoloyamskaya st.  
109189 Moscow, Russia

**Tel/Fax :** 7-095- 915 0019  
**Email :** info@transparency.org.ru  
**Site Internet :**  
www.transparency.org.ru

### ● Sénégal

Forum Civil  
Mame Adama Gueye, Président  
Immeuble M.K.R.  
Corniche Ouest x Rue 9  
2eme Etage, Médina  
Dakar B.P. 28554

**Tel :** 221 842 4044/45  
**Fax :** 221 842 4045  
**Email :** Forum.civil@sentoo.sn  
**Site Internet :** www.Forum.civil.sn

### ○ Sierra Leone

National Accountability Group Leone  
Consultants  
Emile Carr, Président  
Income Tax Accountants and Auditors  
P.O. Box 1278 Freetown

**Tel :** 232-2222 5321  
**Fax :** 232 2222 7941  
**Email :** emilecarr@yahoo.co.uk

### Singapour

Pour toute information, veuillez  
contacter le Secrétariat International

### ● Slovaquie

Transparency International Slovakia  
Eugen Jurzyca, Président du Conseil  
d'Administration  
Emilia Sicakova, Présidente  
Andrea Gajdosova, Coordonnatrice  
Bajkalská 25, 82718 Bratislava

**Tel :** 421 2 5341 1020  
**Fax :** 421 2 5823 3487  
**Email :** tis@transparency.sk  
**Site Internet :** www.transparency.sk

### ● Slovénie

Pour toute information, veuillez  
contacter le Secrétariat International

### ● Sri Lanka

Transparency International Sri Lanka  
Weilamuna, Directeur  
39/4 Jayasinghe Road  
Colombo 6

**Tel :** 94 1 8538 74  
**Email :** tisl@slt.net.lk

### Suède

Pour toute information, veuillez  
contacter le Secrétariat International

### ● Suisse

Transparency Switzerland  
Phillippe Lévy, Président  
Zora Ledergerber, Coordonnatrice  
Monbijoustrasse 29; P.O. Box 8509  
CH 3011 Bern

**Tel :** 41-31-382 3550  
**Fax :** 41-31-382 3550  
**Email :** info@transparency.ch  
phlevy@dplanet.ch  
**Site Internet :** www.transparency.ch

### ● Tanzanie

Transparency International Tanzania  
Wallace Shundi, Présidente

**Tel :** 255-51-133 100  
**Fax :** +255-51-133 200  
**Email :**  
ibrahim.h.seushi@tz.pwcglobal.com

### ○ Tchad

Action Tchadienne pour l'intégrité  
Yaldet Begoto Oulatar, Président  
Odette Monembaye Tolmbaye, Vice  
Présidente  
BP. 1084, N'Djamena

**Tel :** 235 52 44 98/86  
**Fax :** 235 52 44 96  
**Email :** odette.tolmbaye@encana.com

### ● Thaïlande

Transparency International Thaïlande  
Juree Vichit-Vadakan  
Center for Philanthropy and  
Civil Society  
National Institute of Development  
Administration; 118 Seri Thai Road  
Klongchan  
Bangkapi, Bangkok 10240

**Tel :** 662-377 7206  
**Fax :** 662-374 7399  
**Email :** juree@nida.nida.ac.th  
**Site Internet :**  
www.transparency-thailand.org

### Togo

Pour toute information, veuillez  
contacter le Secrétariat International

### ● Trinité-et -Tobago

The Trinidad & Tobago Transparency  
Institute  
Boyd Reid, Président  
Suite 120 Bretton Hall  
16, Victoria Avenue  
Port of Spain

**Tel :** 1 868 627 2950  
**Fax :** 1 868 627 2950  
**Email :** transparency@carib-link.net

### ● Turquie

Transparency International Turkey  
Ercis Kurtulus, Président  
Toplumsal Sadamlık Hareketi  
Derneği, Matbaacı Osmanbey  
Sokak No. 46 Sisli/ Istanbul

**Tel :** 90 212 282 4025  
**Fax :** 90 212 279 0516  
**Email :** saydamlik@superonline.com  
**Site Internet :** www.saydamlik.org

### ● Ukraine

Transparency International Ukraine  
Ukrainian Transparency and Integrity  
Larysa Denysenko,  
Directeur des Programmes,  
Ukrainian Legal Foundation "Clean  
Hands"  
Saksaganskogo 41,  
01033 Kiev

**Tel :** 380-44-227 22 07  
**Fax :** 380-44-227 22 20  
**Email :** larysadenenko@bigmir.net  
**Site Internet :**  
www.Transparency.org.ua

### ○ Uruguay

Uruguay Transparente  
Hector Lescano, Coordonnateur  
Calle Rio Branco 1377  
1 er Piso, Montevideo

**Tel :** 598 2 908 0043  
**Email :**  
uruguaytransparente@adinet.com.uy

### ⊙ Vanuatu

Transparency International Vanatu  
Marie-Noelle Ferrieux-Patterson,  
Présidente  
Bougainville House  
P.O.Box. 355, Port Vila

**Tel :** 678 25715  
**Fax :** 678 25 716  
**Email :** tiv@vanuatu.com.vu

### Vénézuéla

Pour toute information, veuillez  
contacter le Secrétariat International

### ⊙ Yemen

Transparency Yémen  
Jamal Adimi, Président  
Forum for Civil Society  
P.O. Box 19458  
Hadda Towers  
Building No 8, Flat No. 5  
Sanaa, Yemen

**Tél :** 967 1 421 482  
**Fax :** 967 1 421 484  
**Email :** FSC@y.net.ye

### ● Zambie

Transparency International Zambia  
Alfred Chanda  
Mme Christine Munalula, Directrice  
Stand no 3880  
Kwacha Road, Olympia Park  
P.O. Box 37475, Lusaka

**Tel :** 260 1 290 080  
**Fax :** 260 1 293 649  
**Email :** tizambia@zambnet.zm

### ● Zimbabwe

Transparency International Zimbabwe  
John MW Makumbe, Président,  
96, Central Avenue,  
Harare, Zimbabwe

**Tel :** 263 4 793 246/47  
**Fax :** 263 4 793 247  
**Email :** tiz@transparency.org.zw  
tizdir@mweb.co.zw

**Site Internet :**  
www.kubatana.net/tiz/index.htm

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Peter Eigen

Président, Allemagne



Peter Eigen est avocat de formation. Il a travaillé dans le développement économique pendant 25 ans, essentiellement en tant que Directeur de Programmes pour la Banque Mondiale en Afrique et en Amérique Latine. De 1988 à 1991, il était le Directeur de la Mission Régionale de la Banque Mondiale en Afrique orientale. Il a fondé Transparency International en 1993. Il a enseigné dans les Universités de Francfort et de Georgetown, à la Johns Hopkins University/SAIS, à l'École d'administration John F. Kennedy de l'Université de Harvard et à la université libre de Berlin. Peter Eigen est membre du Conseil d'Administration de la Crown Agents Foundation et membre de la Commission sur la mondialisation et de la Commission consultative du Global Compact des Nations Unies.

### Cláudio Weber Abramo

Brésil



Cláudio Weber Abramo est titulaire d'un diplôme en mathématique et en philosophie. Il a essentiellement travaillé dans les communications et comme journaliste. Il a été secrétaire général du principal quotidien économique de son pays et se consacre désormais entièrement à la direction de Transparencia Brasil en tant que Secrétaire Général. Avant d'être officiellement lié à la section brésilienne de TI, il a collaboré avec l'organisation en 1997-1998 en tant que co-auteur du chapitre consacré aux marchés publics dans l'adaptation du Source Book de TI pour l'Amérique Latine. M. Abramo assure une chronique bimensuelle dans un périodique en ligne de surveillance des médias et contribue fréquemment à divers journaux. Il a également écrit un ouvrage sur la traduction de la poésie.

### Laurence Cockcroft

Royaume-Uni



Laurence Cockcroft est économiste en développement. Il a travaillé pour les gouvernements zambien et tanzanien, en tant que consultant auprès de diverses organisations internationales (ONU, OAA, Banque Mondiale, etc.), pour une grande entreprise agroalimentaire privée basée au RU (Booker) et pour la Gatsby Charitable Foundation. Il est l'un des membres fondateurs des Conseils d'Administration de TI et de TI RU et a déjà effectué deux mandats au sein du premier. De 2000 à 2002, il a présidé le groupe international qui a élaboré les principes du secteur privé contre la corruption. Il est devenu Président de TI RU en 2000 et a initié le travail de la section sur la corruption dans le commerce légal des armes.

### Huguette Labelle

Canada



Huguette Labelle est titulaire d'un doctorat en Education. Elle est l'ancienne Présidente de l'Agence Canadienne de Développement International et Compagnon de l'Ordre du Canada. Huguette Labelle a reçu un diplôme honoraire de dix universités canadiennes et s'est vue décerner, entre autres, la Médaille Vanier de l'Institut d'Administration Publique du Canada. Elle a été Directrice Adjointe de divers services publics canadiens dont Transport Canada. Elle est actuellement Présidente de l'Université d'Ottawa et est membre du conseil d'administration d'un certain nombre d'organisations, dont l'Institut International du Développement Durable, ainsi que membre de la Commission Mondiale sur la Mondialisation.

### Emília Sičáková-Beblavá

République Slovaque



Emília Sičáková-Beblavá est titulaire d'un diplôme de la Faculté de Commerce de l'Université des Sciences Économiques de Bratislava et achève actuellement un doctorat. De janvier 1997 à octobre 1998, elle a travaillé en tant que chercheur pour le Centre pour le Développement Économique de Slovaquie, se concentrant principalement sur les questions de transparence, de corruption et de gouvernance. Elle est Présidente de Transparency International Slovaquie depuis 1998. Dans le cadre de ses autres activités professionnelles, elle enseigne à temps partiel sur les réformes économiques et sociales et la transparence à la Faculté de Sciences Politiques de l'Université Comenius de Bratislava.

### Inese Voika

Lettonie



Inese Voika est la fondatrice et présidente actuelle de DELNA, la section lettone de Transparency International. Elle est journaliste d'investigation et professeur à l'Université de Lettonie. Depuis 1998, TI Lettonie est devenu l'une des ONG les plus en vue du pays et joue un rôle phare dans la société civile lettone. Parmi ses activités figurent le contrôle de la privatisation des grandes entreprises publiques, l'exercice de pressions pour une réforme du financement des partis et la promotion de la liberté d'information et de la transparence des marchés publics. Inese Voika est l'auteur d'un livre intitulé "Qui a volé les trois millions", qui rend compte de son enquête sur un cas de grande corruption en Lettonie.

### Rosa Inés Ospina Robledo

Vice-présidente, Colombie



Rosa Inés Ospina Robledo est titulaire d'un diplôme de Sciences Sociales Appliquées de l'Universidad Externado de Colombia et a une expérience d'enseignante d'université. Elle a été conseillère auprès d'un certain nombre d'institutions publiques sur des sujets tels que le développement social en milieu rural et en fonction des sexes. Elle a soutenu le développement de diverses ONG impliquées dans ce domaine et a travaillé comme consultante auprès de plusieurs organisations nationales et internationales. Elle a co-fondé Transparencia Colombia, la section de TI dans son pays, où elle occupe la fonction de Directrice Exécutive.

### Jermyn Brooks

Royaume-Uni, Allemagne



Jermyn Brooks a rejoint PriceWaterhouse en 1962 et il y assumait la fonction de "Global Managing Partner" lors de son départ en retraite en 2000. Après 1989, il a supervisé l'expansion de l'entreprise dans l'Allemagne réunifiée et en Europe Orientale. En 1997, il a été nommé Président des opérations conjointes de l'entreprise aux États-Unis et en Europe. Durant l'été 2000, Jermyn Brooks a rejoint le Secrétariat de TI en tant que Directeur Exécutif et Directeur Financier. Il s'est impliqué dans les initiatives de TI visant le secteur privé : les Principes de Wolfsberg contre le blanchiment d'argent, les principes du secteur privé contre la corruption, les initiatives spécifiques à certaines industries et le soutien des projets du Global Compact et de la Global Reporting Initiative.

### Mame Adama Gueye

Sénégal



Maître Mame Adama Gueye est Associé Directeur de l'un des plus principaux cabinets d'avocats d'affaires du Sénégal. Il est également consultant et arbitre agréé auprès du Centre de Médiation, de Conciliation et d'Arbitrage de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar. Suite à des études de troisième cycle en droit, il a rempli trois mandats consécutifs en tant que membre du Conseil du Barreau du Sénégal. Mame Adama Gueye est Vice-président de la commission "La Société face à l'Administration Publique", une initiative de gouvernance nationale. Il est l'auteur de plusieurs rapports sur la gouvernance au Sénégal, publiés par le PNUD et TI. Maître Gueye est Président de Forum Civil, la section de TI au Sénégal.

### John Makumbe

Zimbabwe



John Makumbe est Maître de Conférence en Science Politique à l'Université du Zimbabwe et Président de TI Zimbabwe. Il est également membre du Conseil d'Administration de la coalition "Crisis in Zimbabwe" et Président de l'Association des Albinos du Zimbabwe. Il a travaillé avec Trans World Radio, l'Association zimbabwéenne pour la prévention du crime et la réhabilitation des délinquants et les Réseau des Educateurs en Développement en Afrique. John Makumbe est co-auteur de "Behind the Smokescreen : The Politics of Zimbabwe's 1995 General Elections" et a travaillé comme consultant en matière de formation à la gestion, de démocratie et de bonne gouvernance.

### Amiral R.H.Tahiliani (à la retraite)

Inde



R.H. Tahiliani a rejoint la Marine indienne en 1948. Il a obtenu son diplôme de pilote, d'instructeur de vol puis de pilote d'essai. Il a commandé une escadrille de chasseurs embarqués et trois navires de guerre, la Flotte de l'Ouest et les Commandements Navals du Sud et de l'Ouest avant de devenir Chef du Personnel Naval en 1984. Après son départ en retraite, il a rejoint la "Servants of the Peoples Society", une ONG se consacrant aux défavorisés et a occupé la fonction de Gouverneur de l'Etat frontalier du Sikkim. Il est l'un des membres fondateurs de TI Inde et l'actuel Président de la section. Il est également Membre du Conseil d'Administration du "Memorial Fund for Disaster Relief" et Président de la Société Symphonique de Delhi.

### Nancy Zucker Boswell

États-Unis



Nancy Zucker Boswell est devenue Directrice Générale de TI États-Unis peu après sa création. Elle a obtenu son diplôme de droit avec mention très honorable à l'American University Washington College of Law de Washington, DC. Elle est l'une des administratrices de PACT et de l'International Senior Lawyers Project et a coprésidé le Groupe de Travail de l'Association du Barreau Américain sur les actes de corruption à l'étranger. Elle est conseillère agréée auprès du Gouvernement américain, intervenant au sein du Comité Consultatif du Département d'Etat sur la Politique Économique Internationale et du Comité consultatif des politiques en matière d'échanges et d'environnement (TEPAC) de la Représentation américaine pour les négociations commerciales (USTR).

## CONSEIL CONSULTATIF

### Kamal Hossain (Président)

Bangladesh  
Ancien Ministre de la Loi et des Finances

### Oscar Arias Sánchez

Costa Rica  
Ancien Président, Lauréat du Prix Nobel de la Paix, Président de la Fondation Arias

### Paul Batchelor

Royaume-Uni  
Vice-Président de Global Geographies, PricewaterhouseCoopers

### Peter Berry

Royaume-Uni  
Président Exécutif de Crown Agents

### John Brademas

Etats-Unis  
Président émérite de l'Université de New York

### Jimmy Carter

Etats-Unis  
Ancien Président

### Ugo Draetta

Italie  
Professeur à l'Université Catholique de Milan

### Dolores L. España

Philippines  
Présidente du tribunal régional de première instance

### Dieter Frisch

Allemagne  
Ancien Directeur Général au Développement de la Commission des Communautés Européennes

### Ekaterina Genieva

Russie  
Directrice Générale de la Bibliothèque d'Etat de Littérature Etrangère

### Frene Ginwala

Afrique du Sud  
Présidente de l'Assemblée Nationale

### Fritz Heimann

Etats-Unis  
Membre fondateur de TI et Président de TI Etats-Unis

### Ronald MacLean Abaroa

Bolivie  
Ancien Maire de La Paz, ancien Ministre des Affaires Etrangères

### Hans Matthöfer

Allemagne  
Ancien Ministre des Finances, ancien DG de la Beteiligungsgesellschaft der Gewerkschaften

### Ira Millstein

Etats-Unis  
Associé principal de Weil Gotshal & Manges

### Festus Mogae

Botswana  
Président

### George Moody-Stuart

Royaume-Uni  
Ancien Président de Worldaware

### Miklós Németh

Hongrie  
Ancien Premier Ministre, Ancien Vice-Président de la BERD

### John Noonan

Etats-Unis  
Juge de la Cour d'Appel Fédérale des Etats-Unis

### Olusegun Obasanjo

Nigeria  
Président

### Abdullah Mohamed Omar

Afrique du Sud  
Ministre des Transports

### Wiktor Osiatynski

Pologne  
Open Society Institute

### Ahmedou Ould-Abdallah

Mauritanie  
Ancien Ministre des Affaires Etrangères, ancien Secrétaire Exécutif de la Coalition Mondiale pour l'Afrique

### Devendra Raj Panday

Népal  
Ancien Ministre des Finances

### Khun Anan Panyarachun

Thaïlande  
Ancien Premier Ministre, Président de Saha-Union Public Co, Ltd.

### Jean-Claude Paye

France  
Ancien Secrétaire Général de l'OCDE, Conseiller d'Etat

### Mary Robinson

Irlande  
Ancienne Présidente, Ancienne Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

### Peter Rooke

Australie  
Ancien associé de Clifford Chance

### Hartmut Ruppel

Namibie  
Conseil des Membres du Parlement, Ancien Procureur Général

### Augustine Ruzindana

Ouganda  
Député

### Sir Anthony Siaguru

Papouasie Nouvelle-Guinée  
Ancien Ministre et Secrétaire des Affaires Etrangères

### Soli J. Sorabjee

Inde  
Procureur Général

### Virginia Tsouderos

Grèce  
Ancienne Ministre déléguée aux Affaires Etrangères

### Jessica Tuchmann Mathews

Etats-Unis  
Présidente de la Fondation Carnegie pour le Paix Internationale

### Frank Vogl

Etats-Unis  
Ancien Vice-président de TI, Président de Vogl Communications, Inc.

### Joe Wanjui

Kenya  
Président de Bawan Roses Ltd, Président de l'Université de Nairobi

### Richard von Weizsäcker

Allemagne  
Ancien Président

### Michael Wiehen

Allemagne  
Ancien cadre de la Banque Mondiale, avocat

## SECRETARIAT

### Peter Eigen

Président du Conseil d'Administration

### David Nussbaum

Directeur Général

### TRAVAIL DE PROMOTION

#### Politique & Recherche

Robin Hodess  
Directrice du Département Politique et Recherche

Anna Hakobyan

Carolyn Schlippe

#### Communications

Jeff Lovitt  
Directeur de la Communication

#### Relations avec les médias

Jesse Garcia

Jana Kotalik

Sarah Tyler

#### Ressources en ligne

Roberto Perez Rocha  
Kristina Spaar

Andrew Kelly  
Renata Trowers

Lene Møller Jensen

#### Rapport Mondial sur la Corruption

Tania Inowlocki  
Toby Wolfe

Rachel Rank

Diana Rodriguez

### INTERNATIONAL

#### Programmes internationaux

Carin Norberg  
Directrice des Programmes internationaux

Susan Côté-Freeman  
Juanita Olaya

Gillian Dell  
Ute Siebert

Bettina Meier  
Aled Williams

#### Afrique & Moyen-Orient

Muzong Kodi  
Directeur pour la Région Afrique/Moyen Orient

Julien Attakla-Ayinson  
Nelson Muffuh  
Stéphane Stassen

Arwa Hassan  
Françoise-Nicole Ndoume  
Chantal Uwimana

Perrine Lhuillier  
Babatunde Olugboji  
Marie Wolkers

#### Amériques

Silke Pfeiffer  
Directrice pour la Région Amériques/Caribes

Jessica Berns  
Alejandro Salas

Marta Erquicia

Andrea Figari

#### Asie-Pacifique

Manzoor Hasan  
Directeur pour la Région Asie/Pacifique

Ran Liao

Lisa Prevenslik Takeda

#### Europe & Asie Centrale

Miklos Marschall  
Directeur pour la Région Europe/Asie Centrale

Stian Christensen  
Kate Sturgess

Ben Elers  
Sergei Tscherejkin

Sara Morante

### RESSOURCES

Steve King  
Directeur Financier

#### Finances & Technologies de l'Information

Monika Ebert  
Responsable Finances et Technologies de l'Information

Sylvia Fiebig  
Kerstin Mercalov

Vanesa Kohl-Salazar  
Dean Rogers

Nuket Kilicli

#### Collecte de Fonds

Johannes Seybold  
Responsable du Département Relations avec les Bailleurs

Nathalie Hobeica

#### Ressources Humaines/ Organisation des fonctions

Margit van Ham  
Directrice des Ressources Humaines

Leticia Andreu  
Anke Goldammer

Hannelore Deimling

Jeremy Elsworth

#### Gouvernance

Stan Cutzach

Pour plus d'information sur la commande des publications de TI, veuillez contacter :  
 Transparency International Secrétariat, Otto-Suhr-Allee 97-99, 10585 Berlin, Germany  
 Tel : (+49-30) 343 820-0, Fax : (+49-30) 3470 3912, Email : ti@transparency.org  
 Une bibliographie complète avec une liste des prix est disponible sur [www.transparency.org/publications](http://www.transparency.org/publications)

### Rapport mondial sur la corruption 2004



Ed. Robin Hodess, introduction de Peter Eigen, publié aux Éditions Karthala, ISBN : 2-84586-490-6 / 28 Euros, frais de port compris.

Le Global Corruption Report (GCR) est l'analyse annuelle systématique de la corruption à travers le monde par Transparency International. L'édition 2004 du Rapport mondial sur la corruption qui paraîtra au printemps 2004 met l'accent sur la corruption politique. La nouvelle édition du rapport contient des rapports d'experts sur les financements politiques, le rapatriement des biens usurpés, l'abus de l'immunité et la corruption dans les secteurs de l'armement et du pétrole. Le Rapport mondial 2004 présente également des rapports régionaux, des rapports sur 34 pays et une large sélection d'études et de recherches et données les plus récentes sur la corruption, incluant l'indice de perceptions de la Corruption 2003.

### Rapport mondial sur la corruption 2003



Ed. Robin Hodess, introduction de Peter Eigen, Éditions Karthala, ISBN 2-84586-405-1, 423 pages, EUR 28

Le Global Corruption Report (GCR) est l'analyse annuelle systématique de la corruption à travers le monde par Transparency International. L'édition 2003 du Rapport se concentre sur l'accès à l'information dans la lutte contre la corruption et présente une évaluation spéciale du scandale Enron. Il étudie la façon dont la société civile, les secteurs public et privé et les médias utilisent et contrôlent l'information pour combattre - ou dissimuler - la corruption. Le GCR 2003 comprend un chapitre Données et recherches et 16 rapports régionaux sur l'état de la corruption et des mesures de lutte contre la corruption dans le monde. Le Rapport mondial sur la corruption 2004, dont la publication est escomptée pour mars 2004, aura pour thème principal la corruption politique. Pour télécharger gratuitement toutes les éditions du Rapport mondial sur la corruption, rendez-vous sur [www.globalcorruptionreport.org](http://www.globalcorruptionreport.org).

### Global Corruption Report 2001



Ed. Robin Hodess, introduction de Peter Eigen, 314 pp., ISBN 3-935711-00-X. EUR20.

Le premier de la série de rapports annuels sur l'état de la corruption dans le monde. L'ouvrage comprend 12 rapports régionaux et des sections thématiques sur le financement des partis politiques, le blanchiment d'argent, le commerce des diamants et la mise en œuvre de la convention de l'OCDE.

Pour télécharger gratuitement toutes les éditions du Rapport mondial sur la corruption, rendez-vous sur [www.globalcorruptionreport.org](http://www.globalcorruptionreport.org).

### Corruption Fighters' Tool Kit 2003



Civil society experiences and emerging strategies

Publié par Transparency International, octobre 2003, 432 pp., ISBN 3935711-08-5. EUR 13/US\$15.

Le "Corruption Fighters' Tool Kit 2003" de TI (une compilation d'initiatives de 2001 à 2003) documente plus de 60 expériences concrètes de la société civile relevées par Transparency International. Le Tool Kit, disponible sur papier et CD-ROM, présente, de manière accessible, une large palette d'initiatives de lutte contre la corruption engagées

par les sections nationales de TI et d'autres organisations de la société civile. Ces expériences peuvent être reproduites ou adaptées dans d'autres pays, dans des domaines allant de la réforme du système judiciaire au contrôle de la corruption dans les marchés publics. Également disponible en espagnol.

### TI Source Book 2000



Confronting Corruption: The Elements of a National Integrity System

Ed. Jeremy Pope, 2000, 3ème ed., entièrement revue et actualisée, 364 pp., ISBN 3-980 5657-8-5. EUR/US\$95 pour les institutions, EUR/US\$50 pour les particuliers.

Le Source Book de TI est un guide indispensable de la corruption et des efforts entrepris pour la combattre. Cet ouvrage est devenu le manuel de référence des acteurs de la lutte contre la corruption et des gardiens des bonnes pratiques au niveau des pouvoirs publics et, de plus en plus, dans le secteur privé. La première édition a été traduite en plus de 20 langues.

### Combattre la corruption – enjeux et perspectives



Ed. Djilali Hadjadj, Éditions Karthala, 2002, 360 pp., ISBN 2-84586-311-X. EUR25.

Le premier guide de lutte contre la corruption adaptée au contexte de l'Afrique francophone. Cet ouvrage est une adaptation, par les sections nationales de TI, du principal ouvrage de référence en matière de lutte contre la corruption, le Source Book de TI, au contexte sociopolitique et législatif de l'Afrique francophone.

### TI G, la Gazette trimestrielle de TI



Disponible en anglais et en français, la gazette met en lumière les récents scandales liés à la corruption ainsi que les réformes et initiatives engagées dans le monde entier pour améliorer la transparence et la responsabilité. TI G rend également compte du travail des sections nationales de TI à travers le monde.

### Études pays sur le Système National d'Intégrité

TI a publié des études sur le Système National d'Intégrité des pays suivants : en 2003, Papouasie Nouvelle-Guinée, Nouvelle Zélande et Zambie ; en 2001, Argentine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Canada, Colombie, Fidji, Ghana, Jordanie, Kazakhstan, République de Corée, Lituanie, Mexique, Mongolie, Népal, Pays-Bas, Sénégal et Trinité & Tobago.

Transparency International  
Rapport Annuel 2003

*Publié par*  
Transparency International

*Éditeurs :*  
Jana Kotalik, Jesse Garcia, Françoise Nicole Ndoume

*En collaboration avec :*  
Marie Wolkers, Julien Attaklaa Ayinon

*Traduction :*  
Muriel Raoux, Marianne Balle, Françoise Nicole Ndoume

*Conception Graphique :*  
Tanja Lemke, Keil:Scheiffele, Berlin

*Impression :*  
Kollen Druck + Verlag GmbH, Berlin

*Crédits photo:*  
Sabine Steputat, Berlin, page de couverture et pages 4, 5, 6, 7, 9, 11, 14, 15, 18  
Jini Kim : pages 2, 10, 13, 19  
Jacob Otieno, East African Standard page 9  
Liao Ran : page 13  
Carofoto : pages 10, 19.

La publication du rapport annuel 2003 a été rendue possible grâce au financement de l'Agence Canadienne de Développement International ACDI

## >> Rejoindre Transparency International

Pour participer à l'action de Transparency International, vous pouvez devenir membre de la section de TI dans votre pays ou contribuer à en créer une s'il n'en existe pas encore. Pour obtenir la liste des sections nationales de TI, rendez-vous sur [www.transparency.org/contacting\\_ti/chapters](http://www.transparency.org/contacting_ti/chapters).

## >> Faire un don

Vous pouvez également soutenir TI en faisant un don au Secrétariat de TI. Pour en savoir plus, visitez notre site Internet sur [www.transparency.org](http://www.transparency.org). Les dons par cartes de crédit sont les moins onéreux à traiter pour nous. Merci de toujours associer une référence claire à votre versement (par ex. votre nom et votre adresse).

Par virement bancaire :

Titulaire du compte : Transparency International

Nom de l'institut bancaire : Dresdner Bank AG

Code bancaire : 100 800 00

Numéro de compte : 09 33 21 45 00

Code SWIFT (BIC) : DRES DE BB

IBAN DE64 1008 0000 0933 2145 00

Transparency International est la seule organisation internationale qui s'emploie exclusivement à enrayer la corruption. TI promeut la formation de coalitions entre la société civile, les secteurs public et privé en une puissante coalition mondiale. Grâce à son Secrétariat International basé à Berlin et quelques 90 sections nationales à travers le monde, TI travaille aux niveaux national et international, afin d'endiguer l'offre et la demande en matière de corruption.



Secrétariat International , Otto-Suhr-Allee 97-99, 10585 Berlin, Allemagne  
Tel. : +49-30-34 38 200, Fax : +49-30-34 70 39 12, Email : [ti@transparency.org](mailto:ti@transparency.org)  
[www.transparency.org](http://www.transparency.org)